

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance  
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre  
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources  
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

## Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 235 du 08.04

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://journal-palestine.blogspot.com>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

d) Le "Journal de Palestine" est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

e) Site de la Solidarité socialiste : <http://socialisme-solidarite-che.skynetblogs.be/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### 2 Les brèves

2-1 Ali Samoudi : La population et la résistance commémorent le cinquième anniversaire de l'invasion du camp de Jénine.

### 3 Dossier

3-1 Point de vue de Nkrumah et M. El-Sayed - avec R. Fisk : Les empreintes de l'histoire.

3-2 Point de vue de Maher Meqled : Réfugiés : une Nakba qui ne s'est pas arrêtée en 1948.

3-3 Point de vue de Azmi Bishara : 'Initiative' VS principes.

3-4 Point de vue de Ahmed Loutfi : La quadrature du cercle.

3-5 Point de vue de Azmi Bishara : 'Initiative' VS principes.

### 4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

4-1 Dr Samah Jabr : A défaut des enfants, sauvez au moins les poulets de Palestine.

4-2 Sommet Arabe ou sommer les arabes ?

### 5 Annexe

5-1 Philippe Rekacewicz et Dominique Vidal : L'ombre du mur.

5-2 Steven Erlanger : Briser le silence.

5-3 Entretien avec Selmi Wakim, à l'occasion de la commémoration de la trente et unième Journée de la Terre.

---

---

## 2 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### **2-1 Ali Samoudi : La population et la résistance commémorent le cinquième anniversaire de l'invasion du camp de Jénine.**

Il y a cinq ans de cela, l'armée envahissait le camp de réfugiés de Jénine, une invasion qui a mené à des dizaines de morts et des centaines de démolitions de maison. Des centaines de représentants ainsi que toute la population de Jénine se sont retrouvés aujourd'hui pour commémorer les actions de la résistance.

Jamal Huwail, considéré comme un des leaders les plus importants de la résistance armée, s'est exprimé durant le mémorial au sujet de ce qu'il a qualifié de "bataille" et de "massacre". Il a déclaré que tandis que les forces israéliennes amassaient des chars d'assauts, des hommes armés et des jeeps, la résistance préparait le peu de matériel à sa disposition pour repousser l'attaque. Leurs véritables armes, a déclaré le leader, étaient la foi en la justesse de leurs actes.

L'armée a tué au moins 56 personnes, en a blessé 150, dont 40 sont à présent handicapés, a démolit 482 maisons et en a endommagé partiellement 700. Des centaines de personnes ont été arrêtées, humiliées et torturées. Malgré ces dévastations, plusieurs considèrent que de nombreuses victoires ont été gagnées lors des batailles.

Zacharia Zbaidi, le leader des Brigades Al Aqsa, a affirmé durant le cinquième mémorial: "Nous commémorons la bataille qui nous a enseigné qu'une victoire ne nécessite pas d'écraser l'occupant, mais de provoquer la souffrance de l'occupation." S'adressant aux leaders arabes de l'étranger, il a déclaré: "Notre peuple sait comment défendre ses droits légitimes." La résistance a tué plus de vingt soldats israéliens durant l'invasion. Une figure dirigeante du Jihad Islamique, le Sheikh Khaled Jaradat, a souligné que la population doit actuellement "resserrer les rangs et faire preuve de cohésion face aux conspirations visant à manipuler nos droits légitimes." Le président de l'organisation pour l'aide et la reconstruction du camp a publiquement remercié tous ceux qui ont tendu la main aux familles dans le besoin après l'invasion, dont l'ancien président Saddam Hussein et l'ancien président des Emirats Arabes Unis, le Sheikh Zayed Al Nahyan II. L'UEA a fait une donation de 27 millions de dollars pour reconstruire le camp.

Le Dr. Ahmed Tibi a par ailleurs exprimé sa gratitude pour les récents accords de La Mecque et la reprise de l'unité, espérant que le nouveau gouvernement mettra fin au blocus.

Le leader des Brigades Al Quds Abu Qassam Obeidi a enfin souligné l'obstination de la résistance à défendre les droits du peuple. Il a appelé la "masse du peuple palestinien à soutenir la résistance qui ne s'arrêtera pas, quels que soient les crimes commis par les forces israéliennes."

Les Nations unies ont fait partie des organisations qui ont publiquement déclaré que l'armée avait commis des crimes de guerre durant l'invasion.

Ali Samoudi

04.04.07

Source : PNN

---

---

## 3 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### **3-1 Point de vue de Nkrumah et M. El-Sayed - avec R. Fisk : Les empreintes de l'histoire.**

« Les gouvernements occidentaux ne veulent pas de la démocratie au Moyen-Orient. Nous sommes tout à fait satisfaits des dictateurs s'ils nous obéissent. Nous les aimons bien quand ils envahissent l'Iran, mais pas quand ils envahissent le Koweït. »

Extraits :

Gamal Nkrumah et Mohamed El-Sayed évaluent l'état de la région la plus troublée du monde - le Moyen-Orient - en compagnie de l'éminent auteur Robert Fisk, (Al-Ahram Weekly)

C'est le Pakistan, et non l'Iran ou l'Irak, qui sert de véritable baromètre pour l'avenir de la région, selon Robert Fisk, le réputé correspondant de l'Independent pour le Moyen-Orient. Cette thèse, bien qu'originale, ne doit pas être prise à la légère. Elle a été avancée par un homme qui a vécu dans cette région au cours des trois dernières décennies, l'a étudiée et y a été témoin de ce qui s'y est produit. Et le Pakistan, pour sûr, est un pays bien agité. Pour Fisk, distinguer le Pakistan est une façon d'ouvrir les yeux, car cette nation peuplée, majoritairement musulmane, n'est même pas considérée par certains comme faisant partie du Moyen-Orient. Ce que Fisk affirme, cependant, c'est que l'Occident est trop timoré pour se focaliser sur la partie principale, préférant à la place mettre l'accent sur des points plus secondaires, comme les ambitions nucléaires iraniennes, au sujet desquelles Fisk rappelle, à qui est disposé à écouter, qu'elles furent d'abord encouragées et « nourries » par l'Occident.

« Il y a un pays dans cette région où l'on trouve beaucoup de supporters des talibans, beaucoup de partisans d'Al-Quaida, dont la capitale est en proie à un chaos permanent et à une crise confessionnelle, et ce pays

possède la bombe - ce pays, c'est le Pakistan » (Fisk à Al-Ahram Weekly). « Mais le général Moucharaf est notre (celui de l'Occident) ami. Que se passera-t-il si Moucharaf s'en va ? Le Pakistan est l'un des endroits les plus fragiles et dangereux » médite-t-il, d'un ton sinistre. « Cependant, notre attention est dirigée vers un autre pays, l'Iran, comme nous l'avons toujours fait, au Moyen-Orient.

Fisk est l'un des rares Occidentaux qualifiés pour écrire une histoire acceptable du Moyen-Orient. Ses reportages de première main sur trois décennies contribuent beaucoup à ses analyses des perturbations sociales et politiques dont cette région a été le témoin depuis 150 ans - bouleversements qui ont été à la fois dramatiques et radicaux et qui ont provoqué beaucoup de sang versé et de souffrances. Le dernier bouleversement fut la création de l'état d'Israël, au cœur du monde arabe, et l'expropriation subie par le peuple palestinien au cours de ce processus.

Fisk, néanmoins, est pleinement conscient de l'existence d'une certaine continuité de base au travers de tout le Moyen-Orient au cours de l'histoire récente. La saga de la tragédie et de la trahison n'est pas restée confinée à la Palestine. Liban, Irak, Iran et Afghanistan ont tous fait l'expérience des horreurs de la guerre et des troubles violents. Fisk se fait l'avocat de l'étude de l'histoire. « Les journalistes qui couvrent un événement ne devraient pas se contenter de leur carnet de notes » insiste-t-il.

Pour lui, l'histoire a des résonances personnelles et « personnelles » veut dire politiques. « Les chevaliers de la Première Croisade », écrit-il dans son livre (« La grande guerre pour la civilisation »), « après avoir massacré toute la population de Beyrouth, ont longé la Méditerranée au plus près pour se rendre à Jérusalem en évitant les archers arabes ; et je me fais souvent la réflexion qu'ils ont dû passer sur ces rochers libanais autour desquels la mer écume et murmure, face à mon balcon.

L'Amérique est-elle le moteur d'un progrès de la région ? Pas pour Robert Fisk. Empires et superpuissances suivent leur propre agenda : « Dans Firdous Square, à Bagdad, les marines ont abattu l'austère et massive statue de Saddam en la faisant tirer par un blindé de transport de troupes, le bras droit toujours levé en salut fraternel au peuple d'Irak.

A présent, l'empire américain fait face à une crise - sa puissance militaire est en échec et il a convaincu peu d'alliés. Fisk y voit la répétition d'un cycle de l'histoire. « cela se présente à peu près comme ça : les Irakiens ne nous méritent pas ; nos sacrifices sont inutiles » Il extrapole : « Il y a sur Internet une communauté de la haine », émanation de la droite néo-conservatrice américaine.

La Palestine est vraiment un autre imbroglio. « Le Mouvement Islamique Hamas n'a pas réussi parce que nous (les Occidentaux) ne voulions pas qu'il réussisse. Nous ne voulions pas discuter avec eux. Et nous leur avons imposé des sanctions parce que les gouvernements occidentaux étaient persuadés que ces sales Palestiniens avaient fait le mauvais choix électoral. Les gouvernements occidentaux ne veulent pas de la démocratie au Moyen-Orient. Nous sommes tout à fait satisfaits des dictateurs s'ils nous obéissent. Nous les aimons bien quand ils envahissent l'Iran, mais pas quand ils envahissent le Koweït. Nous aimons bien l'Egypte jusqu'à la nationalisation du Canal de Suez. Alors nous avons bombardé Port Saïd, Ismaïlia et Suez. Parce que nous avons des intérêts tant idéologiques que pétroliers, nous essayons en permanence de remodeler la façade qui nous permet de soutenir des régimes variés. »

Fisk, toujours : « Les gouvernements occidentaux veulent que les peuples (de la région) élisent les forces politiques qu'aiment ces gouvernements. Les Palestiniens n'avaient pas voté en faveur d'une république islamique, ils étaient plutôt écoeurés de la corruption. La façon dont (les gouvernements occidentaux) traitaient avec le régime d'Arafat en faisait un régime corrompu. Si les Palestiniens avaient élu ceux dont les gouvernements occidentaux voulaient, ces derniers auraient chanté les louanges de la démocratie. Ni les gouvernements occidentaux ni l'Union Européenne ne voulaient financer le Hamas. Ils avaient l'habitude de donner de l'argent à l'Autorité palestinienne qui le dilapidait. » En conclusion, Fisk : « Dès le début j'ai dit qu'Oslo serait une tragédie. »

Et qu'en est-il du nouveau gouvernement d'union nationale Fatah - Hamas , « Le Hamas devrait-il reconnaître l'état d'Israël ? Si Israël veut réellement la paix, pourquoi ne pas s'asseoir autour d'une table avec le Hamas et avoir une discussion sérieuse, adulte, pour se mettre d'accord sur une formule qui marcherait ? La question est : Veut-on la paix ou non ? Pourquoi ne pas en revenir à la résolution 242 du Conseil de Sécurité qui statue qu'Israël devrait se retirer de tous les territoires occupés en 1967 ? »

Y a-t-il d'autres mains cachées dans les affaires politiques de la région ? Seymour Hirsch, du New Yorker, consacre beaucoup de temps et d'énergie au rôle des Saoudiens. « En adoptant la rigidité du Wahabisme, la famille royale d'Arabie saoudite s'est retrouvée dans une position extraordinaire où elle était tolérée par les règles d'une institution qui croit qu'on devrait combattre la corruption, mais jamais renverser vos dirigeants. Ainsi tout le système de gouvernement saoudien marche sur la corde raide. » réfléchit Fisk.

Fisk, auteur de best sellers et lauréat de prix littéraires, qui réside à Beyrouth, parle d'expérience.

Il a couvert la guerre civile au Liban, la guerre Iran-Irak des années 80, les deux guerres contre l'Irak sous leadership américain et l'invasion et l'occupation de l'Afghanistan postérieures au 11 Septembre. Sa voix est « une protestation passionnée contre les mensonges et tromperies qui ont envoyé des soldats à la mort et tué des dizaines de milliers d'hommes et de femmes », selon ce que dit la jaquette de couverture de son livre fondateur, « La grande guerre pour la civilisation : l'Occident à la conquête du Moyen-Orient » , au titre si judicieusement choisi.

### 3-2 Point de vue de Maher Meqled : Réfugiés : une Nakba qui ne s'est pas arrêtée en 1948.

C'est dans les camps du Liban que se ressent le plus le problème des réfugiés palestiniens. Aux alentours de 600 000, ils suscitent la suspicion dans le pays hôte et sont une cible désignée pour Israël. Alors que les déclarations sur un « reprise des négociations » se multiplient, la politique colonisatrice de l'Etat israélien est occultée, comme la situation des réfugiés palestiniens, depuis la Nakba de 1948, la « catastrophe » qui a abouti à la dépossession des Palestiniens.

Ce chauffeur de taxi résume en quelques mots les caractéristiques d'une crise qui date depuis un peu plus d'un demi-siècle. Si la police libanaise découvre son travail en noir, il sera immédiatement arrêté et son véhicule confisqué pour violation des droits de travail. N'est-il pas palestinien ? Et donc pas autorisé à mener aucune activité professionnelle sur le territoire libanais. 73 métiers sont interdits aux Palestiniens, pas de citoyenneté, pas de passeport, pas de voyage ...

Ici, figure le plus important nombre des réfugiés palestiniens. 400 000, selon l'Unrwa, et 600 000, selon les chiffres officiels libanais, soit 10 % de la totalité des réfugiés palestiniens mais aussi 10 % de la population libanaise. Presque tous sont entassés dans 12 camps en plus de quelques agglomérations de part et d'autre au Liban, notamment dans la Béqaa, Saïda et Sour (Tyr). C'est ce que certains appellent la ceinture de la misère. En dépit d'une résolution onusienne, celle de 194, le sort de ces Palestiniens ne semble en rien heureux.

A chaque fois qu'une activité diplomatique sur le dossier palestinien-israélien est à l'horizon, l'espoir est relancé chez ce peuple voué à vivre sans terre et en plus dans la peur. Ils vivent dans l'attente de rentrer chez eux. Parce qu'ici ils sont sans cesse surveillés, suivis et poursuivis. Le Liban ne veut pas voir se répéter les événements de 1975, lorsque des affrontements avaient éclaté entre Palestiniens et chrétiens libanais, menant plus tard à la guerre civile libanaise. Sans oublier ces Israéliens envahissant le pays. Les réfugiés étaient ciblés et des massacres ont eu lieu. A Sabra et Chatila, les Palestiniens tombent. Le Libanais ordinaire aussi bien que le réfugié palestinien ont gardé la scène dans leur mémoire.

A 15 km au nord de la ville de Tripoli, dans le Liban nord, s'élève le camp de Nahr Al-Bared (le fleuve du froid). C'est le deuxième plus important camp du pays, après celui de Ain Al-Helwa. Ici, vivent quelque 35 000 Palestiniens, tous originaires de la Galilée en Palestine, dont 20 000 familles enregistrées comme étant les plus démunies. Les conditions de vie ne sont pas celles d'une vie. Ils sont souvent entassés dans une chambre et les 9 écoles présentes dans le camp travaillent matin et soir pour pouvoir accueillir ce nombre impressionnant. Pollution, pauvreté, tension, discrimination ... Pour ces réfugiés de la Palestine, la nakba ne s'est pas arrêtée en 1948, elle est crue et nue devant eux jour et nuit. Les décisions internationales, les mesures juridiques, les aides économiques finissent par être juste des calmants dont l'effet disparaît avec le lever du soleil. Tout est fait pour dire « Palestiniens, on ne veut pas de vous ici ». Les Libanais veulent leur départ mais les Palestiniens veulent aussi partir. C'est le contexte politique qui l'empêche, Israël en d'autres termes. A chaque fois que l'on parle de paix, les réfugiés palestiniens sont présentés comme l'obstacle, par Israël. Laisser tomber le droit au retour ? Abou-Moustapha, ce réfugié de 62 ans, dit en regardant la mer : « C'est grâce à elle que l'espoir est toujours là ». Le rêve est toujours là.

#### Des initiatives restées lettre morte

La « communauté internationale » s'est intéressée à la « paix au Moyen-Orient », notamment à partir de 1991, par une série d'accords et d'initiatives qui n'ont en rien contribué à mettre fin à l'occupation israélienne.

#### Conférence de Madrid

L'Espagne, soutenue par les Etats-Unis et l'URSS, accueille en 1991 la première tentative internationale pour initier un processus de paix au Proche-Orient. La Syrie, la Jordanie, le Liban et les Palestiniens sont invités à table avec Israël. Une solution en deux étapes pour régler le conflit est proposée : une première étape de gouvernance intérimaire palestinienne, puis une seconde pour régler les statuts définitifs des points bloquants. La première étape aboutit aux Accords d'Oslo.

#### Les Accords d'Oslo

Dits aussi accord de Jéricho-Gaza du 13 septembre 1993, ils ont été signés à Washington en présence de Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'OLP, Yitzhaq Rabin, premier ministre israélien, et de Bill Clinton, président américain, pour poser les premières pierres à une résolution du conflit israélo-palestinien. Ils établirent également l'Autorité palestinienne.

#### Accords de Wye Plantation (Oslo II)

Signés le 23 octobre 1998 par Yasser Arafat, président de l'Autorité palestinienne, et Benyamin Netanyahu, premier ministre israélien, en présence de Bill Clinton. Ils préparent de nouvelles évacuations israéliennes sur 13 % de la Cisjordanie.

#### Sommet de Camp David II

Il s'est tenu en juillet 2000 dans la résidence de Camp David en présence de Bill Clinton, Yasser Arafat et de Ehud Barak. Les négociations ont échoué pour trois grands obstacles.

1. Les frontières : Malgré les termes discutables de la résolution 242 sur l'ampleur du retrait après la guerre de 1967, les négociateurs palestiniens avaient accepté la ligne verte comme frontière de la Cisjordanie lors des Accords d'Oslo de 1993. Or, Barak et Clinton proposaient qu'Israël annexe 9 à 10 % de la Cisjordanie, en échange de 1 à 3 % dans le Néguev, et maintienne temporairement une zone intermédiaire sous contrôle du Tsahal ainsi qu'une bande sur 15 % de longueur du fleuve du Jourdain. 2. Le statut final de Jérusalem : Il ne fut proposé aux Palestiniens qu'un contrôle, et non une souveraineté, sur une large partie de Jérusalem-Est, notamment sur les lieux saints. 3. Les réfugiés palestiniens : Leur droit au retour a été complètement refusé par les négociateurs israéliens.

#### Sommet de Taba

Clinton convoqua en janvier 2001 Arafat et Barak sur la base de nouveaux paramètres de négociations pour résoudre dans l'urgence les différents points du conflit, après l'échec de Camp David II et le déclenchement de la seconde Intifada. Les Israéliens ramenèrent à 6 % les annexions qu'ils veulent maintenir en Cisjordanie. Les deux parties acceptèrent la suggestion de Clinton de faire de Jérusalem une « ville ouverte », avec une souveraineté palestinienne sur les quartiers arabes et lieux saints musulmans, et une souveraineté israélienne sur les quartiers juifs. Le problème demeura sur la zone attenante à l'Esplanade des mosquées (le Mont du Temple pour les juifs).

Quant à la question des réfugiés, il fut accepté que cela soit planifié sur 5 ans. La chute de Clinton et de Barak dans leurs élections et la venue de George Bush et Ariel Sharon met fin à ce plan, mais un groupe informel composé des mêmes négociateurs poursuit les négociations qui débouchèrent sur l'Initiative de Genève.

#### Plan Tenet

C'est plutôt un plan de sécurité, établi en 2002 sur le rapport Mitchell. Il prévoit un cessez-le-feu entre Israéliens et Palestiniens, et la mise en place d'institutions de coordination entre les deux parties.

#### Initiative de Genève

C'est un plan de paix alternatif établi en décembre 2003 par les partenaires des négociations de Taba pour résoudre le conflit israélo-palestinien. Les accords, très détaillés, prévoient :

Le partage de la souveraineté sur Jérusalem, qui serait la capitale des deux Etats, les quartiers arabes et l'Esplanade des mosquées étant sous souveraineté palestinienne.

L'évacuation par Israël de 98 % de la Cisjordanie et de la totalité de la bande de Gaza, et le règlement de la question de la circulation entre Cisjordanie et Gaza.

Une indemnisation des réfugiés palestiniens, mais une forte limitation du droit au retour dans les territoires contrôlés par Israël, ce qui revient presque à la renonciation des Palestiniens exilés à rentrer.

#### La Feuille de route

C'est un projet mis en place en avril 2003 par le Quartette (Etats-Unis, Russie, Nations-Unies et Union européenne). Il est basé sur différentes étapes :

Phase 1 : Mettre fin au terrorisme et à la violence, normaliser la vie des Palestiniens et mettre en place les institutions palestiniennes (en 2003).

Phase 2 : La création d'un Etat palestinien indépendant aux frontières provisoires, doté des attributs de la souveraineté et fondé sur la nouvelle Constitution (2004).

Phase 3 : Accord sur le statut permanent et fin du conflit israélo-palestinien (2004-2005) qui devront aboutir à un statut permanent.

? Maher Meqled, correspondant de Al-Ahram Weekly à Beyrouth. \*\*Karim Farouk, journaliste à Al-Ahram.



### 3-3 Point de vue de Azmi Bishara : 'Initiative' VS principes.

*'Si Israël rejette la position arabe la plus favorable qui soit (pour lui), alors les Arabes devraient peut-être recourir à des demandes maximalistes, et demander à Israël de bien vouloir proposer son propre plan', écrit Azmi Bishara.*

D'après les ministres des Affaires étrangères américain et israélien, l'initiative de paix arabe est une position arabe qui n'engage à rien, pour laquelle les Arabes méritent une petite tape dans le dos et un petit coup de coude amical, susceptible de le leur faire modifier. Le simple fait que l'initiative arabe puisse susciter ce genre d'encouragement est précisément ce qui fait que cette initiative n'en est pas une...

Bien entendu, le ministre israélien des Affaires étrangères refuse de croire que cette histoire aurait commencé avant les élections qui l'ont portée au pouvoir, voici quatre années. Après l'échec lamentable de l'école néoconservatrice des relations extérieures dans le monde arabe, et après que la feuille de route se soit si profondément égarée dans un labyrinthe de perte qu'il faudrait une nouvelle feuille de route pour trouver la sortie, elle a besoin – elle (Tzipi Livni), et son homologue américaine (Condoleezza Rice) – de se passer les nerfs sur quelque chose. Mais leur flexibilité flambante neuve est telle que tout ce qu'elles aperçoivent, c'est une « position » arabe – une position on ne peut plus inopérante...

Ce qu'il aurait peut-être fallu, c'était peut-être une nouvelle initiative arabe, annoncée au plus fort de ces deux administrations. Là, pour le coup, on aurait pu appeler ça une initiative. Mieux encore, peut-être les Arabes devraient faire une nouvelle proposition, tous les trois ou quatre ans, modifiant les « positions » qui constituèrent naguère les points cardinaux de la précédente initiative de paix, afin de calmer toute nouvelle escouade d'envoyés spéciaux américains. Ainsi, en vingt ans, ou quelque chose d'approchant, après que quatre ou cinq gouvernements israéliens et administrations israéliennes soient arrivés aux affaires et en soient repartis, les Arabes approuveront l'annexion par Israël d'une confortable proportion de la Cisjordanie, et ils sauront gré à Israël non seulement de leur avoir demandé de reconnaître non pas seulement Israël stricto sensu, mais également l'Article 7a de sa loi organique, qui le définit comme un Etat à la fois démocratique et juif. Tout est possible, dès lors qu'Israël trouvent des Arabes capables d'arguer du fait qu'il « est préférable d'accepter ce qu'on nous offre maintenant, plutôt que d'être contraints d'accepter pire », bref, qu'« un 'tiens' vaut mieux que 'deux tu l'auras' »...

Tel est le sort qui échoit à une initiative de paix émanant de la dynamique de la faiblesse. Sans victoire rendant les préceptes d'une initiative de paix plus exigeants, ou sans la capacité de modifier l'équilibre des forces en faveur de ses auteurs, l'initiative demeure ni plus ni moins qu'une simple proposition qui n'attend plus que de nouvelles réserves. C'est la raison pour laquelle un preneur d'initiative est soit une partie neutre, désireuse de servir d'intermédiaire entre des parties antagonistes incapables de rejoindre un terrain médian tout seuls, soit un camp victorieux désireux de traduire une victoire militaire en victoire politique, ou encore un parti considérablement supérieur, qui a le pouvoir d'imposer son initiative. Quant à une initiative mise en avant de manière totalement hypothétique, elle ne saurait être interprétée que comme une forme de recul, et elle est certaines d'aiguiser l'appétit de l'adversaire pour de nouvelles concessions. La vie réelle n'est pas faite de ces jeux de simulation auxquels on joue dans les centres d'études stratégiques qui survivent aux dialogues arabo-israéliens...

De cette dernière catégorie d'initiative relève celle dont on voudrait qu'elle apaise l'adversaire et qu'elle cultive les faveurs des alliés. L'initiative arabe (de Riyadh) relève de cette catégorie, et ceux qui la recommandent sont les « amis » des Arabes et leurs conseillers appartenant à la gauche américaine et à la gauche israélienne. D'après ceux-ci, Israël n'a aucune objection contre une solution équitable. Israël a simplement peur que les Arabes ne cherchent à le détruire et à jeter les Israéliens à la mer. Les Israéliens ne sont pas racistes. Non ; ils sont tout juste un petit peu nerveux. Par conséquent, la seule chose qu'ont à faire les Arabes, c'est permettre aux Israéliens de se relaxer. Où les Arabes ont-ils rencontré cette peur, auparavant ? Ah oui ! C'était cette peur qui avait poussé les Palestiniens dans le désert et c'est encore elle qui avait fait que des bombes à fragmentation étaient tombées sur les villages du Sud Liban, sur la vallée de la Beqaa et sur le Jabal Amel... C'est là une peur terrifiante. Aujourd'hui, on attend des Arabes qu'ils sympathisent avec cette peur parfaitement compréhensible du droit au retour des Palestiniens, avec cette peur que Jérusalem ne soit restituée aux Arabes, et avec la peur d'un retrait jusqu'aux frontières d'avant juin 1967. Et immédiatement après viendra la peur d'une rupture de l'unité nationale israélienne. Certains Arabes se sont déjà employés à apaiser de tels malentendus. Ils agissaient vraisemblablement par déférence envers les exigences signifiées par la ministre israélienne des Affaires étrangères à l'occasion de la dernière conférence annuelle de l'Aipac [American Israeli Public Affairs Committee]. Même Benjamin Netanyahu aurait été embarrassé de devoir dire aux Arabes ce que cette douce et modérée ministre des Affaires étrangères a dit, dans son discours adressé au puissant lobby pro-israélien. Ce que les gouvernements arabes doivent faire, a-t-elle dit, c'est normaliser leurs relations avec Israël afin qu'en fin de compte, Israël (et peut-être même les Arabes) puisse(nt) reconnaître le gouvernement palestinien d'union nationale.

La résultante de tous ces efforts arabes, c'est le fait que la situation est devenue de plus en plus perverse, depuis l'initiative arabe, qui fut promptement court-circuitée par la feuille de route. Soudain, Sharon était salué à l'égal d'un homme de paix, bien contre son gré, si bien qu'il fut contraint de tirer la gueule à Sharm Al-Shaïkh tandis qu'il écoutait les Arabes décrire son plan de retrait unilatéral de Gaza comme une étape de mise en pratique de la feuille de route. Et même certains d'entre eux surpassèrent la proposition arabe en faisant preuve d'un esprit

d'initiative encore supérieur. Normalement, bien entendu, il s'agit là d'un trait particulièrement positif, d'une qualité hautement appréciée dans les sociétés capitalistes, dès lors qu'elle est l'antonyme de la paresse, de l'indifférence et de l'apathie par lesquelles nous autres, les Orientaux, nous sommes si souvent catalogués. Mais en cette instance, tout du moins, il n'y eut aucune pénurie d'esprit d'initiative, en particulier quand il s'est agi de faire plaisir aux Américains en acceptant, par exemple, d'abaisser le seuil de la proposition arabe jusqu'au niveau (médiocre) de la feuille de route.

En théorie, tout du moins, la position arabe – par opposition à la position des pays qui ont signé des traités de paix avec Israël – est la suivante : ils ne reconnaissent pas Israël, et la cause palestinienne tourne autour des réfugiés et de la totalité de la Palestine postérieure au partage de 1948. De plus, les résolutions ad hoc de l'Onu, que les Arabes ont approuvées, constituent la base de toute solution juste ; en fonction de ces résolutions, Israël devrait se retirer inconditionnellement jusqu'aux frontières de l'avant juin 1967. L'initiative de paix arabe était, supposait-on, conçue comme un moyen pour combler le fossé entre la position arabe et la position israélienne. Si Israël rejette cette initiative, alors la logique semble commander que les Arabes retournent sur leur position originelle, au lieu de faire de l'initiative un nouveau point de départ pour combler le fossé entre la nouvelle position arabe et la vieille position israélienne. Autrement dit, aussi longtemps qu'Israël s'entêtera à snober l'initiative de paix arabe, ou à la traiter comme un menu à la carte où choisir ce qui lui plaît, puis renvoyer ce qu'il a commandé et exiger des cuisines qu'elles lui envoient quelque chose de nouveau, les responsables arabes devraient se contenter de réitérer leur position originelle, seule alternative possible, et souligner que si Israël n'aime pas le plat du jour, le temps est peut-être venu, pour lui, de produire une initiative de paix de sa fabrication. Quand les Arabes ont produit cette initiative, dans le climat postérieur aux attentats du 11 septembre 2001, ils ont eu tort. Ils n'auraient pu choisir pire moment. Mais maintenant que cette initiative a été unanimement approuvée et signée, ils doivent attendre qu'Israël l'accepte, plutôt que de s'empresse de retourner à de nouvelles délibérations au premier signe de désapprobation de sa part.

Ou, peut-être, mieux, encore : pourquoi ne pas faire tourner un peu les tables ? Si Israël a réellement peur, alors il doit prendre conscience du fait que la reconnaissance arabe et la paix sont les meilleures garanties de sa sécurité et de sa tranquillité. Laissons donc Israël proposer une initiative de paix aux Arabes, qu'ils l'examinent et disent : « Bravo, mais il faudra resserrer quelques boulons, ici ou là, et aussi quelques initiatives concrètes, histoire de calmer nos peurs. » De toutes les manières, il y a plein de choses qu'Israël peut faire pour apporter la preuve de ses bonnes intentions. Il pourrait, par exemple, stopper la construction des colonies et démanteler celles qu'il a promis de supprimer. Il pourrait mettre un terme à sa politique d'assassinats « ciblés ». Il pourrait se conformer à la décision de la cour de La Haye sur le mur de séparation, il pourrait déclarer son intention de se retirer jusqu'aux frontières d'avant juin 1967, il pourrait abroger les lois relatives à l'annexion de Jérusalem et des Hauts Plateaux du Golan. Telles sont en effet les mesures qu'Israël doit prendre, s'il veut rassurer les Arabes quant à sa volonté de paix.

C'est ainsi que les pays – je parle, ici, de pays entièrement souverains – gèrent leurs affaires étrangères, sans considération aucune pour des clivages internes tels ceux entre « modérés » et « extrémistes ». S'ils négocient, ils le font en tant que partenaires de négociations, ils puisent dans leurs forces respectives de manière à adhérer autant que possible à leurs positions de départ. La même logique prévaut en matière de négociations entre une puissance occupante et un peuple soumis à occupation. Tant que la puissance occupante ne reconnaît pas le droit du peuple occupé à l'autodétermination et tant qu'il ne déclare pas son intention de se retirer, vous n'avez pas des négociations, mais une nouvelle forme de brutalité, et appeler les gens assis autour de la table de négociation les « deux parties » ne change strictement rien à cette réalité. C'est la raison pour laquelle les mouvements de libération prennent la résolution de soutenir la résistance et de ne pas négocier avec la puissance occupante, et réussissent, peu ou prou, à réconcilier les exigences de la résistance avec celles de la vie quotidienne, jusqu'au jour où la puissance occupante déclare son intention de lever l'occupation. Ce n'est qu'alors qu'il y a réellement quelque chose à négocier.

En Palestine, le mouvement de libération a changé de piste ; il a commencé à rêver que la puissance occupante finirait par le reconnaître. Une fois ce rêve devenu réalisé, l'Organisation de Libération de la Palestine commença à abriter « deux ailes » ; elle se fragmenta et se réduisit en une hypothétique entité politique consistant en des restes de mouvement de libération ne jouissant d'aucune des prérogatives de la souveraineté. Finalement, toutefois, le peuple sous occupation eut la possibilité de participer à des élections législatives : il élit alors un parlement qui produisit un gouvernement qui rejeta le jeu post-Oslo. Ce gouvernement était déterminé à mener exactement la politique pour laquelle il avait été porté au pouvoir : il tint lieu de mouvement de libération déterminé à combattre l'occupation. En même temps, toutefois, ce gouvernement s'opposa à des négociations avec Israël, mais, afin de demeurer au pouvoir, il délégua des membres de ses partis d'opposition – exactement les mêmes que ceux qui avaient désintégré le mouvement de libération et amené l'entité politique hypothétique à entrer dans des négociations –, sans toutefois inventer un mécanisme qui aurait pu lui permettre de garder les négociateurs sous contrôle.

Autrement dit, le gouvernement n'a peut-être pas négocié, mais il n'a pas fait de son rejet de toute négociation une position dirimante, et il ne disposait plus d'aucun levier lui permettant de s'assurer que des négociations ne mettraient pas en danger les priorités que s'est fixées le mouvement. Peut-être, un jour, se réveillera-t-il pour prendre conscience du fait que, pour Israël et les Etats-Unis, un gouvernement palestinien n'est rien d'autre qu'un président d'Autorité palestinienne flanqué de ses conseillers, qui acceptent de négocier dans les termes dictés par Israël.

Mais laissons ce sujet pour un autre jour...

Al-Ahram Weekly

Source et traduction : Marcel Charbonnier

### 3-4 Point de vue de Ahmed Loufti : La quadrature du cercle.

Conflit arabo-israélien . L'heure est-elle aux négociations à la suite de la relance d'un plan de paix arabe qui, tout d'un coup, semble intéresser tout le monde ? Ou s'agit-il plutôt d'une grosse affaire de relations publiques Pourrissement ou mûrissement de la crise ? Chaos constructif ou processus logique et bien organisé ? Gestion de crise ? Des questions de méthode que l'on a à l'esprit dès qu'il est sujet du conflit arabo-israélien. Cela parce que depuis que ce problème existe, c'est-à-dire depuis 1948, lorsque la Palestine fut usurpée (le seul terme qui définit la réalité des choses), toutes sortes d'approches ont été proposées qui ont figuré au cours de périodes intermédiaires, celles séparant les guerres et les différents choix de violence. On dirait un répit en attendant que les armes dictent leur loi. Mais même finalement, il s'avère que ce langage militaire est lui-même dans l'impasse. L'intervention israélienne au Liban et son échec notoire, les différentes opérations et interventions dans les territoires palestiniens, le blocus, une guerre. plus cruelle encore, tout cela n'a fait qu'attiser le feu.

Et voilà que subitement on a décidé de chercher dans les vieux dossiers une formule qui pourrait meubler ce vide. Et ce fut l'initiative arabe de paix décidée lors du sommet arabe de Beyrouth de 2002 et que l'on croyait avoir fait long feu. A l'époque, Israël et les Etats-Unis l'avaient dédaignée, au vrai sens du terme. En plein sommet arabe, Ariel Sharon oppose une fin de non-recevoir à l'offre arabe. Celle-ci prévoit la normalisation des relations avec Israël en échange de son retrait total des territoires arabes occupés depuis 1967, la création d'un Etat palestinien et le règlement de la question des réfugiés palestiniens.

Difficile de déterminer pourquoi ce retour à une proposition qui, certes, n'a jamais été abandonnée ? Une inspiration occidentale ? Une sorte de promesse aux Arabes de faire un pas en direction d'un Israël qui donne des apparences d'un certain essoufflement ?

De toute façon, lors de leur sommet de Riyad, les dirigeants arabes ont adopté une résolution qui relance ce plan. La réaction israélienne n'a pas manqué d'être la même qu'en 2002 mais avec une certaine nuance. Tel-Aviv a dit non à moins qu'il n'ait son mot à dire sur le contenu du plan. Et Shimon Pérès, le numéro 2 du gouvernement israélien que l'on qualifie de « colombe », de lancer qu'il n'était toujours pas question pour Israël d'accepter cette initiative dans sa forme actuelle, car « des négociations n'auraient (alors) plus de raison d'être ». Les Arabes aussi ont tenté de ménager la chèvre et le chou. « La réponse israélienne à l'initiative a été très négative », a dit le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ahmad Aboul-Gheit. Mais de s'empresser d'ajouter : « Nous ne considérons pas la réponse israélienne comme définitive ».

Les propos de M. Pérès et la réponse de M. Aboul-Gheit confirment l'affrontement de deux logiques sans pour autant dédaigner une possibilité de percée. D'un côté, les leaders arabes estiment qu'Israël doit accepter l'initiative dans son intégralité avant d'en négocier ensuite les modalités. « Nous leur disons, acceptez-la d'abord, puis venez à la table de négociations afin que l'on puisse parvenir à un règlement juste et acceptable pour tous et conforme à la loi internationale, aux résolutions du Conseil de sécurité et au principe de la terre contre la paix », a ainsi déclaré le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, lors de la session d'ouverture du sommet.

Si un chercheur comme Saïd Okacha, spécialiste des affaires israéliennes, minimise la portée de ce plan arabe et même des réactions israéliennes, c'est qu'il considère qu'il s'agit d'une simple « opération de relations publiques ». Il y aurait un hiatus considérable entre de telles propositions et la réalité des faits. Parce qu'au cœur de ce plan se trouve la question cruciale des réfugiés palestiniens. Elle vient d'ailleurs rappeler que le conflit arabo-israélien ne se limite pas à des seules données stratégiques mais a pour base tout un peuple, dont une grande partie vit dans l'exil. Les Israéliens refusent d'accepter un texte qui prévoit notamment « un règlement équitable et agréé du problème des réfugiés palestiniens conformément à la résolution 194 de l'Assemblée générale de l'Onu ».

Israël souhaite également des modifications concernant les clauses du plan relatives aux frontières du futur Etat palestinien. Comme le souligne Okacha, une solution prévoyant le « retour de quelque 3 millions de réfugiés mettrait fin à la majorité juive dans l'Etat d'Israël », ce que Tel-Aviv ne veut accepter.

Toute la problématique concrète de la question est donc là. Et si l'Etat hébreu ne peut admettre le principe du retour des réfugiés, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbass, n'est non plus en mesure, lui, de « brader le droit au retour » comme l'indique Okacha.

Si la situation est telle, peut-on cependant expliquer le regain d'intérêt pour le plan arabe de paix ? « Les Etats arabes doivent s'ouvrir envers Israël afin de montrer à Israël qu'ils ont accepté sa place au Proche-Orient », a déclaré la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice. Amener les Arabes, en tant que bloc, à négocier avec Israël sur la base d'un plan, même si celui-ci, dans sa totalité, ne répond pas aux exigences de son allié israélien, serait un acquis pour un Washington embourbé en Iraq et en difficulté avec l'Iran sur le nucléaire.

Toute relance du processus de paix a, en effet, été liée à une quelconque guerre américaine dans la région. Oslo, qui a ouvert la porte aux premières négociations israélo-palestiniennes, est né dans la foulée de la guerre contre l'Iraq après son invasion du Koweït. La Feuille de route était le fruit de la deuxième guerre contre Bagdad.

L'activité actuelle serait-elle en prélude à une troisième guerre, cette fois-ci contre l'Iran ? Beaucoup d'indices le démontrent, surtout que les Américains demandent d'« activer » l'offre arabe. Les Arabes croient ou veulent croire à cette activation de la diplomatie après une activation de leur plan. La déléguée générale de la Palestine auprès de l'UE, Leïla Shahid, a ainsi affirmé qu'il « faut se féliciter du retour d'une diplomatie arabe qui a été pratiquement neutralisée depuis le 11 septembre 2001 ». Cette initiative a été d'ailleurs incluse dans la Feuille de route du Quartette. (lire page 5).

Négocier donc pour négocier ? Ou mettre l'accent sur un règlement pratique du problème des réfugiés ? Les Palestiniens ont toujours exigé qu'Israël reconnaisse un droit au retour des réfugiés, tout en affirmant qu'une fois ce principe reconnu, les modalités d'application seraient négociées

Le sort des réfugiés palestiniens, poussés à l'exode lors de la création d'Israël en 1948, et de leurs descendants, soit plus de quatre millions de personnes au total, est un élément-clé de la cause palestinienne (Lire reportages). Mais l'Etat hébreu refuse d'entendre parler de leur retour. Certains Israéliens voient dans l'acceptation même du principe, même s'il s'agit de compensations financières, une remise en cause de la légitimité de l'Etat hébreu. C'est comme si cet Israël né dans la violence et le sang a existé ex cathedra.

Et plus est, Israël rejette tous les autres éléments de l'initiative arabe, notamment le fait d'accepter la création d'un Etat palestinien souverain sur les territoires palestiniens occupés depuis 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. Tout compte fait, c'est la sempiternelle attitude d'Israël qui accepte de manière biaisée les résolutions internationales et les accords, puis remet leur application aux calendes grecques avant de conclure qu'ils sont devenus caducs et qu'il faut renégocier sur d'autres principes. Un oui ou un non mais, c'est toujours la réaction israélienne.

Pourquoi donc ce regain d'intérêt général pour l'initiative arabe si rien n'a changé ? Meubler un vide — la nature a horreur du vide. Occuper les protagonistes, surtout arabes, en proie à toutes sortes de difficultés internes à l'heure des grands choix américains dans la région ? Et pour Israël, donner de l'éclat à un Olmert en perte de vitesse ?

« Si le roi saoudien initiait une réunion avec les pays arabes modérés et m'invitait, avec le chef de l'Autorité palestinienne, pour nous présenter les idées saoudiennes, nous viendrions pour les écouter et serions heureux de présenter les nôtres », a affirmé Olmert. Réaction : « M. Olmert est en si mauvaise posture sur la scène politique intérieure qu'une telle invitation lui redonnerait un peu de couleurs », a ironisé le commentateur de la très influente radio militaire. Qu'espérer donc pour une relance du processus de paix ? Sans doute rien avec cet adage toujours à propos : « Plus ça change, plus c'est la même chose ».

[AL-AHRAM Hebdo](#)

---

### 3-5 Point de vue de Azmi Bishara : 'Initiative' VS principes.

*'Si Israël rejette la position arabe la plus favorable qui soit (pour lui), alors les Arabes devraient peut-être recourir à des demandes maximalistes, et demander à Israël de bien vouloir proposer son propre plan', écrit Azmi Bishara.*

D'après les ministres des Affaires étrangères américain et israélien, l'initiative de paix arabe est une position arabe qui n'engage à rien, pour laquelle les Arabes méritent une petite tape dans le dos et un petit coup de coude amical, susceptible de le leur faire modifier. Le simple fait que l'initiative arabe puisse susciter ce genre d'encouragement est précisément ce qui fait que cette initiative n'en est pas une...

Bien entendu, le ministre israélien des Affaires étrangères refuse de croire que cette histoire aurait commencé avant les élections qui l'ont portée au pouvoir, voici quatre années. Après l'échec lamentable de l'école néoconservatrice des relations extérieures dans le monde arabe, et après que la feuille de route se soit si profondément égarée dans un labyrinthe de perdition qu'il faudrait une nouvelle feuille de route pour trouver la sortie, elle a besoin – elle (Tzipi Livni), et son homologue américaine (Condoleezza Rice) – de se passer les nerfs sur quelque chose. Mais leur flexibilité flambante neuve est telle que tout ce qu'elles aperçoivent, c'est une « position » arabe – une position on ne peut plus inopérante...

Ce qu'il aurait peut-être fallu, c'était peut-être une nouvelle initiative arabe, annoncée au plus fort de ces deux administrations. Là, pour le coup, on aurait pu appeler ça une initiative. Mieux encore, peut-être les Arabes devraient faire une nouvelle proposition, tous les trois ou quatre ans, modifiant les « positions » qui constituèrent naguère les points cardinaux de la précédente initiative de paix, afin de calmer toute nouvelle escouade d'envoyés spéciaux américains. Ainsi, en vingt ans, ou quelque chose d'approchant, après que quatre ou cinq gouvernements israéliens et administrations israéliennes soient arrivés aux affaires et en soient repartis, les Arabes approuveront l'annexion par Israël d'une confortable proportion de la Cisjordanie, et ils sauront gré à Israël non seulement de leur avoir demandé de reconnaître non pas seulement Israël stricto sensu, mais également l'Article 7a de sa loi organique, qui le définit comme un Etat à la fois démocratique et juif. Tout est possible, dès lors qu'Israël trouvent des Arabes capables d'arguer du fait qu'il « est préférable d'accepter ce qu'on nous offre maintenant, plutôt que d'être contraints d'accepter pire », bref, qu'« un 'tiens' vaut mieux que 'deux tu l'auras' »...

Tel est le sort qui échoit à une initiative de paix émanant de la dynamique de la faiblesse. Sans victoire rendant les préceptes d'une initiative de paix plus exigeants, ou sans la capacité de modifier l'équilibre des forces en faveur de ses auteurs, l'initiative demeure ni plus ni moins qu'une simple proposition qui n'attend plus que de nouvelles réserves. C'est la raison pour laquelle un preneur d'initiative est soit une partie neutre, désireuse de servir d'intermédiaire entre des parties antagonistes incapables de rejoindre un terrain médian tout seuls, soit un camp victorieux désireux de traduire une victoire militaire en victoire politique, ou encore un parti considérablement supérieur, qui a le pouvoir d'imposer son initiative. Quant à une initiative mise en avant de manière totalement hypothétique, elle ne saurait être interprétée que comme une forme de recul, et elle est certaines d'aiguiser l'appétit de l'adversaire pour de nouvelles concessions. La vie réelle n'est pas faite de ces jeux de simulation auxquels on joue dans les centres d'études stratégiques qui survivent aux dialogues arabo-israéliens...

De cette dernière catégorie d'initiative relève celle dont on voudrait qu'elle apaise l'adversaire et qu'elle cultive les faveurs des alliés. L'initiative arabe (de Riyadh) relève de cette catégorie, et ceux qui la recommandent sont les « amis » des Arabes et leurs conseillers appartenant à la gauche américaine et à la gauche israélienne. D'après ceux-ci, Israël n'a aucune objection contre une solution équitable. Israël a simplement peur que les Arabes ne cherchent à le détruire et à jeter les Israéliens à la mer. Les Israéliens ne sont pas racistes. Non ; ils sont tout juste un petit peu nerveux. Par conséquent, la seule chose qu'ont à faire les Arabes, c'est permettre aux



Israéliens de se relaxer. Où les Arabes ont-ils rencontré cette peur, auparavant ? Ah oui ! C'était cette peur qui avait poussé les Palestiniens dans le désert et c'est encore elle qui avait fait que des bombes à fragmentation étaient tombées sur les villages du Sud Liban, sur la vallée de la Beqaa et sur le Jabal Amel... C'est là une peur terrifiante. Aujourd'hui, on attend des Arabes qu'ils sympathisent avec cette peur parfaitement compréhensible du droit au retour des Palestiniens, avec cette peur que Jérusalem ne soit restituée aux Arabes, et avec la peur d'un retrait jusqu'aux frontières d'avant juin 1967. Et immédiatement après viendra la peur d'une rupture de l'unité nationale israélienne. Certains Arabes se sont déjà employés à apaiser de tels malentendus. Ils agissaient vraisemblablement par déférence envers les exigences signifiées par la ministre israélienne des Affaires étrangères à l'occasion de la dernière conférence annuelle de l'Aipac [American Israeli Public Affairs Committee]. Même Benyamin Netanyahu aurait été embarrassé de devoir dire aux Arabes ce que cette douce et modérée ministre des Affaires étrangères a dit, dans son discours adressé au puissant lobby pro-israélien. Ce que les gouvernements arabes doivent faire, a-t-elle dit, c'est normaliser leurs relations avec Israël afin qu'en fin de compte, Israël (et peut-être même les Arabes) puisse(nt) reconnaître le gouvernement palestinien d'union nationale.

La résultante de tous ces efforts arabes, c'est le fait que la situation est devenue de plus en plus perverse, depuis l'initiative arabe, qui fut promptement court-circuitée par la feuille de route. Soudain, Sharon était salué à l'égal d'un homme de paix, bien contre son gré, si bien qu'il fut contraint de tirer la gueule à Sharm Al-Shaïkh tandis qu'il écoutait les Arabes décrire son plan de retrait unilatéral de Gaza comme une étape de mise en pratique de la feuille de route. Et même certains d'entre eux surpassèrent la proposition arabe en faisant preuve d'un esprit d'initiative encore supérieur. Normalement, bien entendu, il s'agit là d'un trait particulièrement positif, d'une qualité hautement appréciée dans les sociétés capitalistes, dès lors qu'elle est l'antonyme de la paresse, de l'indifférence et de l'apathie par lesquelles nous autres, les Orientaux, nous sommes si souvent catalogués. Mais en cette instance, tout du moins, il n'y eut aucune pénurie d'esprit d'initiative, en particulier quand il s'est agi de faire plaisir aux Américains en acceptant, par exemple, d'abaisser le seuil de la proposition arabe jusqu'au niveau (médiocre) de la feuille de route.

En théorie, tout du moins, la position arabe – par opposition à la position des pays qui ont signé des traités de paix avec Israël – est la suivante : ils ne reconnaissent pas Israël, et la cause palestinienne tourne autour des réfugiés et de la totalité de la Palestine postérieure au partage de 1948. De plus, les résolutions ad hoc de l'Onu, que les Arabes ont approuvées, constituent la base de toute solution juste ; en fonction de ces résolutions, Israël devrait se retirer inconditionnellement jusqu'aux frontières de l'avant juin 1967. L'initiative de paix arabe était, supposait-on, conçue comme un moyen pour combler le fossé entre la position arabe et la position israélienne. Si Israël rejette cette initiative, alors la logique semble commander que les Arabes retournent sur leur position originelle, au lieu de faire de l'initiative un nouveau point de départ pour combler le fossé entre la nouvelle position arabe et la vieille position israélienne. Autrement dit, aussi longtemps qu'Israël s'entêtera à snober l'initiative de paix arabe, ou à la traiter comme un menu à la carte où choisir ce qui lui plaît, puis renvoyer ce qu'il a commandé et exiger des cuisines qu'elles lui envoient quelque chose de nouveau, les responsables arabes devraient se contenter de réitérer leur position originelle, seule alternative possible, et souligner que si Israël n'aime pas le plat du jour, le temps est peut-être venu, pour lui, de produire une initiative de paix de sa fabrication. Quand les Arabes ont produit cette initiative, dans le climat postérieur aux attentats du 11 septembre 2001, ils ont eu tort. Ils n'auraient pu choisir pire moment. Mais maintenant que cette initiative a été unanimement approuvée et signée, ils doivent attendre qu'Israël l'accepte, plutôt que de s'empresser de retourner à de nouvelles délibérations au premier signe de désapprobation de sa part.

Ou, peut-être, mieux, encore : pourquoi ne pas faire tourner un peu les tables ? Si Israël a réellement peur, alors il doit prendre conscience du fait que la reconnaissance arabe et la paix sont les meilleures garanties de sa sécurité et de sa tranquillité. Laissons donc Israël proposer une initiative de paix aux Arabes, qu'ils l'examinent et disent : « Bravo, mais il faudra resserrer quelques boulons, ici ou là, et aussi quelques initiatives concrètes, histoire de calmer nos peurs. » De toutes les manières, il y a plein de choses qu'Israël peut faire pour apporter la preuve de ses bonnes intentions. Il pourrait, par exemple, stopper la construction des colonies et démanteler celles qu'il a promis de supprimer. Il pourrait mettre un terme à sa politique d'assassinats « ciblés ». Il pourrait se conformer à la décision de la cour de La Haye sur le mur de séparation, il pourrait déclarer son intention de se retirer jusqu'aux frontières d'avant juin 1967, il pourrait abroger les lois relatives à l'annexion de Jérusalem et des Hauts Plateaux du Golan. Telles sont en effet les mesures qu'Israël doit prendre, s'il veut rassurer les Arabes quant à sa volonté de paix.

C'est ainsi que les pays – je parle, ici, de pays entièrement souverains – gèrent leurs affaires étrangères, sans considération aucune pour des clivages internes tels ceux entre « modérés » et « extrémistes ». S'ils négocient, ils le font en tant que partenaires de négociations, ils puisent dans leurs forces respectives de manière à adhérer autant que possible à leurs positions de départ. La même logique prévaut en matière de négociations entre une puissance occupante et un peuple soumis à occupation. Tant que la puissance occupante ne reconnaît pas le droit du peuple occupé à l'autodétermination et tant qu'il ne déclare pas son intention de se retirer, vous n'avez pas des négociations, mais une nouvelle forme de brutalité, et appeler les gens assis autour de la table de négociation les « deux parties » ne change strictement rien à cette réalité. C'est la raison pour laquelle les mouvements de libération prennent la résolution de soutenir la résistance et de ne pas négocier avec la puissance occupante, et réussissent, peu ou prou, à réconcilier les exigences de la résistance avec celles de la vie quotidienne, jusqu'au jour où la puissance occupante déclare son intention de lever l'occupation. Ce n'est qu'alors qu'il y a réellement quelque chose à négocier.

En Palestine, le mouvement de libération a changé de piste ; il a commencé à rêver que la puissance occupante finirait par le reconnaître. Une fois ce rêve devenu réalisé, l'Organisation de Libération de la Palestine commença à abriter « deux ailes » ; elle se fragmenta et se réduisit en une hypothétique entité politique consistant en des

restes de mouvement de libération ne jouissant d'aucune des prérogatives de la souveraineté. Finalement, toutefois, le peuple sous occupation eut la possibilité de participer à des élections législatives : il élit alors un parlement qui produisit un gouvernement qui rejeta le jeu post-Oslo. Ce gouvernement était déterminé à mener exactement la politique pour laquelle il avait été porté au pouvoir : il tint lieu de mouvement de libération déterminé à combattre l'occupation. En même temps, toutefois, ce gouvernement s'opposa à des négociations avec Israël, mais, afin de demeurer au pouvoir, il délégua des membres de ses partis d'opposition – exactement les mêmes que ceux qui avaient désintégré le mouvement de libération et amené l'entité politique hypothétique à entrer dans des négociations –, sans toutefois inventer un mécanisme qui aurait pu lui permettre de garder les négociateurs sous contrôle.

Autrement dit, le gouvernement n'a peut-être pas négocié, mais il n'a pas fait de son rejet de toute négociation une position dirimante, et il ne disposait plus d'aucun levier lui permettant de s'assurer que des négociations ne mettraient pas en danger les priorités que s'est fixées le mouvement. Peut-être, un jour, se réveillera-t-il pour prendre conscience du fait que, pour Israël et les Etats-Unis, un gouvernement palestinien n'est rien d'autre qu'un président d'Autorité palestinienne flanqué de ses conseillers, qui acceptent de négocier dans les termes dictés par Israël.

Mais laissons ce sujet pour un autre jour...

Azmi Bishara

in Al-Ahram Weekly online, 29 mars – 4 avril 2007, n° 838

<http://weekly.ahram.org.eg/2007/838/op1.htm>

traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

---

---

#### 4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

##### **4-1 Dr Samah Jabr : A défaut des enfants, sauvez au moins les poulets de Palestine.**

Alors que je faisais ma spécialité en psychiatrie à Paris, j'ai entendu parler de l'activité de l'ancienne actrice française Brigitte Bardot et de sa fondation qui militent pour les droits des animaux dans le monde. Bardot est particulièrement célèbre, ou tristement célèbre, pour sa dénonciation chaque année du rituel islamique de l'abattage du mouton pendant la fête musulmane d'Eid Al-Adha.

Mais mon récit ne touche ni à Bardot ni aux droits de ses animaux ni à la grippe aviaire. Il touche là où est mon cœur : au bien-être des enfants et spécialement en Palestine.

L'autre jour, un homme jeune vient à ma clinique, les sourcils froncés : « Docteur, il l'a encore fait ; il a tué encore un poulet de la même façon cruelle. Faites quelque chose pour lui, s'il vous plaît docteur, nous voulons qu'il retrouve son état normal » dit l'homme en montrant un garçon qui, je l'ai compris plus tard, était son neveu. L'oncle raconte que c'est peut-être la sixième fois qu'ils trouvent un poulet étranglé et mutilé dans leur arrière-cour en trois ans. Alors qu'au début, ils se demandaient qui pouvait tuer des poulets de cette façon extrêmement cruelle, ils ont vu Khaled, loin de tout regard, avec un poulet dans les mains. Les deux, poulet et Khaled, étaient en train de pleurer bruyamment ; mais Khaled pleurait toujours plus fort pendant qu'il tenait la tête du poulet et la tournait rapidement en un mouvement circulaire comme s'il essayait de la séparer du corps, et les pleurs du poulet se sont apaisés progressivement. Alors, Khaled a pris le poulet devenu silencieux par le cou et il s'est mis à frapper sur les arbres, les rochers et le sol avec le corps. Quand il a cessé à la fin, les plumes, le sang et l'animal mutilé sont restés là, sur la plantation.

Khaled est aujourd'hui un garçon de 12 ans. En mai 2003, il habitait Hébron, à la limite de la colonie de Kiryat-Arbaa, c'est là qu'il a vécu un drame affreux qui va affecter sa vie, un moment qui a transformé cet enfant qui grandissait normalement, espiègle et amical en un enfant renfermé, rigide, inflexible, impatient, à charge, impulsif et agressif.

D'après son oncle, Khaled était en train de jouer avec trois de ses copains quand un véhicule militaire transportant une énorme quantité de fil de fer barbelé passe devant eux. Les barbelés se balançaient de gauche à droite avec le mouvement du véhicule et, par hasard, ils accrochent les quatre enfants. Le véhicule continue sa route jusqu'à ce que le barbelé tombe accidentellement du véhicule ; les enfants ont été entraînés sur environ 500 mètres depuis l'endroit où ils jouaient. L'oncle montre des photos, des rapports médicaux et des articles qui relatent l'histoire.

Tous les enfants ont été blessés grièvement et hospitalisés à l'hôpital du gouvernorat d'Hébron. Khaled a un traumatisme grave à la tête et de multiples coupures et écorchures dans le dos, sur les bras et les jambes. Selon la famille, durant cette période personne n'a parlé à Khaled de ce qui lui était arrivé car tous étaient inquiets pour sa santé physique et accablés par l'incident.

Quand Khaled est finalement sorti de l'hôpital et rentré chez lui, il est évident qu'il n'est pas remis de ses souffrances. Le garçon s'isole socialement de sa famille et de ses amis ; il commence à mouiller son lit chaque nuit et souffre de troubles du sommeil. Il a des cauchemars et se réveille agité, pleurant et se griffant méchamment le visage avec les ongles. Il pousse des cris incompréhensibles ; il bafouille ses mots, d'après sa famille « en dehors de cela, le garçon ne parle presque pas, et s'il parle, c'est pour se plaindre de maux de tête » ajoute son oncle.

A la maison, Khaled est destructif. Il casse tous ses jouets, il est souvent agressif avec ses jeunes frères et sœurs. Il est particulièrement hostile quand on l'interroge ou si on lui parle de l'incident bien qu'il date de plusieurs années.

A l'école, ils se plaignent de son manque de discipline et de concentration sur ses devoirs. Il est très lent et ses résultats scolaires sont très bas. La famille indique aussi une baisse au niveau de la propreté corporelle de l'enfant.

Selon la famille, il y a eu plusieurs périodes avec une légère amélioration dans le fonctionnement général de Khaled, mais, à chaque fois, ce mieux est retombé à cause de nouveaux incidents impliquant la violence des soldats, à un point que les symptômes se sont manifestés plus intensément qu'auparavant. En juillet 2004, les soldats ont tiré sur l'un des camarades de classe de Khaled et l'ont tué. En février 2005, la maison familiale de Muhammad a été envahie par les soldats pour les motifs habituels de recherches, et il y a plusieurs mois, il s'est trouvé au milieu d'un affrontement entre les colons et les soldats d'un côté, et les citoyens de la vieille ville d'Hébron de l'autre.

Khaled vit dans une modeste maison avec sa famille. Il est le troisième enfant avec 8 frères et sœurs. Son père est un instituteur de 44 ans ; sa mère, femme au foyer, a 34 ans. Comme de nombreux enfants palestiniens, il est entouré par une grande famille : grands-parents, oncles et tantes, en plus de ses parents. L'oncle raconte que depuis l'incident, la mère est devenue très protectrice et en même temps, très permissive. La relation de l'enfant avec son père s'est aussi modifiée. Le père était sévère dans le passé, maintenant il est contradictoire ; il hésite entre s'ingérer et ignorer complètement Khaled.

Pendant que je parle avec son oncle, le garçon se cramponne à lui, refusant de parler ou d'aller jouer. Il ne veut pas rester seul avec moi. J'explique pourquoi je suis là. Il ne parle presque pas pendant l'entretien sauf que de temps en temps il hoche la tête pour approuver quelque chose que je lui ai dit ; il n'a un contact spontané du regard avec moi. Il se cache la figure avec les mains, surtout quand son oncle parle de l'énurésie. Je lui demande de faire un dessin. Il commence à faire des traits sur le papier puis il le déchire. On dirait qu'il est triste et fatigué. Je lui dis qu'il semble y avoir un problème mais que je ne peux l'aider s'il ne le veut pas. Il incline la tête en signe d'acquiescement quand je l'invite à revenir, et il me presse la main en réaction à ma proposition pour me serrer la main.

Un examen physique de l'enfant me permet de voir les cicatrices importantes sur son corps comme ses éraflures sur le visage par automutilation mais pas de mesurer les cicatrices qui se cachent en dessous, à l'intérieur. L'oncle me dit que Khaled est retors, qu'il n'a pas la moindre empathie. Je ne suis pas d'accord, je ne sais pas ce qui se passe dans l'esprit de ce jeune garçon.

Traiter la cause de l'origine de la pathologie de Khaled et d'autres comme lui n'est pas de mon ressort. Mais j'espère pouvoir lui donner quelque soutien et traitement pour réduire ses symptômes et l'amener à parler, dessiner et à s'exprimer afin de communiquer ce qu'il ressent au fond de lui d'une façon plus saine qu'en mutilant des poulets.

Jusqu'à ce que ceux qui sont responsables de la guerre contre notre peuple arrêtent leurs engins militaires, je ne pourrais m'empêcher de penser à Khaled et aux autres enfants comme lui, en Iraq, au Liban, etc., où qu'ils soient, en Palestine ou en dehors de la Palestine. En attendant, je vous demande à vous, qui avez dans les rayons de vos supermarchés plus de nourriture pour animaux que pour bébés, accordez-nous un peu de votre attention, sinon pour les enfants, au moins pour les poulets de Palestine.

Dr Samah Jabr –

avril 2007 (The Palestine Times)

*Samar Jabr est psychiatre vivant et exerçant en Palestine occupée.*

[http://www.aloufok.net/article.php3?id\\_article=3793](http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=3793)

Traduction de JPP

[www.aloufok.net](http://www.aloufok.net)

---

## 4-2 Sommet Arabe ou sommer les arabes ?

Comme d'habitude l'initiative est saoudienne en ce 19e sommet de la Ligue arabe.

L'on est en droit de se demander quel plan politique concocté par l'Arabie Séoudite a déjà réussi par le passé ?

Ni le plan de Taëf pour le Liban, ni leur plan de paix pour la Palestine, ni leur vision d'ensemble de la région n'a permis de trouver une issue favorable pour les Arabes.

Comment peut-on croire un pays en manque de reconnaissance de par son impuissance économique, militaire et idéologique. Tous ces plans sont guidés par l'idéologie néoconservatrice de fait.

Leur soumission n'en est que plus visible.

Les rois se succèdent en Arabie Saoudite mais aucun d'entre eux n'a eu le courage de dénoncer l'alliance avec la cause de tous les maux dans la région : les USA qui appuient de manière stratégique Israël.

Ces USA qui exploitent et volent le pétrole arabe en l'achetant au prix le plus bas.

Ces USA qui obligent pour la sauvegarde de leur monnaie, l'achat du pétrole en dollars.

Ces USA qui vendent aux pays arabes leurs armes au rebus - L'Orient Arabe est le premier acheteur en armes avec 60 % des achats mondiaux - pour en construire de nouvelles et favorisent les guerres intestines.

Le plan de paix à la baisse proposée par l'Arabie Saoudite, négociation d'indemnités pour les réfugiés

palestiniens sans même faire référence à la résolution de l'ONU concernant le droit de retour est une absurdité totale.

La réponse d'Israël n'en est que plus comique encore. Il faut comprendre dans la réponse d'Israël une volonté ferme de ne jamais céder sur la colonisation de la Palestine historique voir la création du "Grand Israël". En clair les arabes font des efforts mais pas assez pour entériner un plan de paix à l'israélienne c'est-à-dire un plan de non - paix !

Pendant ce temps les réfugiés palestiniens sont parqués dans des camps dans l'impossibilité d'avoir une vie décente à l'intérieur même des pays arabes et font l'objet de négociations inacceptables avec Israël. Ils sont pris en otage par ces gouvernements arabes qui n'hésitent pas à marchander leur sort afin de sauver leur tête et leur trône.

Comme d'habitude ce plan est voué à l'échec par le fait que les Arabes ne mettent pas en avant les conditions nécessaires à une réelle négociation : cela pourrait être le pétrole ou autre ...

Israël quant à lui n'hésite pas à brandir sa "supériorité" militaire !

En se contentant d'une simple annonce la ligue arabe met en danger la Nation Arabe favorisant la division.

D'ailleurs comment se fait-il qu'elle accepte la venue de deux délégations distinctes concernant le Liban ?

Cet aveu d'échec, d'impuissance, le président Kadhafi l'a compris.

Nous reproduisons les propos qu'il a tenu sur la chaîne Al Jazeera « Je ne participe pas à un complot que fera opposer

les Arabes aux Perses au profit des forces de colonisation (...) La Libye est un pays africain. Les Arabes avaient profité de l'embargo que nous avons subi dans les années 1980 »

Cette opinion est largement partagée par une majorité d'Arabes qui voient là un certain courage à reconnaître publiquement que leurs intérêts ne sont pas dans la confrontation avec le voisin iranien mais bien au contraire dans la consolidation des relations et dans un transfert de technologies ouvert.

Le blanc-seing pour attaquer l'Irak a été donné aux Usa par cette même ligue promotionnée par l'Arabie Saoudite, il en sera de même pour une éventuelle attaque sur l'Iran en dépit des gesticulations séoudiennes sur la scène diplomatique.

Les nationalismes arabes ont montré leur limite, la réalité est ailleurs car la Nation Arabe n'est pas circonscrite à un découpage colonial.

L'utilisation des technologies militaires sophistiquées ont montré leur limite dans l'agression d'Israël sur le Liban. La Mauritanie est le premier pays arabe à montrer l'exemple d'une transition en douceur avec ses élections présidentielles à deux tours.

C'est là le constat positif à retirer des différents événements survenus ces derniers mois, et c'est là la réponse et la voie à suivre pour l'ensemble des pays faisant partie de la Nation Arabe.

La puissance n'est pas liée à l'argent mais bien à la capacité de ses hommes à s'auto-déterminer dans un environnement hostile.

Les ingrédients d'une réussite sont l'identité Arabe, la Résistance, l'octroi du pouvoir au peuple, le développement économique réel soutenu par la recherche, l'entente sur les fondements de la Nation Arabe et l'entraide, et surtout une position commune et ferme face à Israël pour empêcher que cette entité ne soit le point de focalisation permanent empêchant le développement de tout l'Orient Arabe

Le manquement à ces obligations ne fera que favoriser les divisions entre pays arabes et rejeter à une date inconnue la stabilité et le développement dans la région.

[Convergence des Causes](#)

30 mars 2007

---

## 5 Annexes

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### **5-1 Philippe Rekacewicz et Dominique Vidal : L'ombre du mur.**

" Le mur ? Mais c'est le monument du désespoir total ! Regardez Bethléem : d'un côté, l'église de la Nativité, de l'autre, le bunker construit autour du tombeau de Rachel. C'est l'arrogance de l'occupant prétendant définir et redéfinir les communautés à sa guise".

Arrivée à la mi-janvier en Israël et en Palestine « sans proposition ni plan », la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice s'est contentée, à l'issue de ses entretiens, d'annoncer pour février un sommet avec MM. Ehoud Olmert et Mahmoud Abbas. En attendant, sur le terrain, la colonisation israélienne des territoires palestiniens s'accélère, en premier lieu à Jérusalem-Est, littéralement confisquée.

De Tel-Aviv, la route principale file à peu près droit, puis, passé l'aéroport Ben-Gourion, elle commence à onduler en grimpant vers Jérusalem, entre des collines dont la conquête par les forces juives, en 1948, fit couler tant de sang. A 700 mètres d'altitude, elle pénètre dans la ville sainte par l'ouest. Les Israéliens comme les étrangers n'ont en fait que l'embarras du choix : ils peuvent atteindre le centre-ville par bien d'autres routes, au nord comme au sud.

Pour les Palestiniens de Cisjordanie, gagner la ville trois fois sainte est une autre histoire. S'ils ont franchi les checkpoints intérieurs, ils buteront sur le plus brutal des obstacles jamais inventés pour contrôler et limiter les déplacements dans les territoires occupés : un mur d'une dizaine de mètres de hauteur, qui enveloppera bientôt



entièrement la partie orientale de la cité, effaçant le paysage et interdisant les accès traditionnels. Il coupe même net les deux grands axes historiques - Jérusalem-Amman (route 417) et Jénine-Hébron (route 60). Le monstrueux serpent ne s'interrompt plus - pour les Cisjordanais - qu'en quatre points : Qalandiya au nord, Shuafat au nord-est, Ras Abou Sbeitan à l'est et Gilo au sud. Encore devront-ils, pour y parvenir, se livrer à maints détours, laisser leur voiture et traverser à pied, les véhicules palestiniens (à plaques vertes) étant strictement interdits à Jérusalem...

Longtemps chargé par le ministère israélien de la défense de concevoir, tracer et construire la « barrière de sécurité » (selon la terminologie officielle), le colonel Danny Tirza, colon de Kfar Adoumim, est surnommé « seconde Nakba (1) » par les Palestiniens. Au terme de son projet grandiose, il promet à Jérusalem 11 checkpoints semblables à des « terminaux d'aéroport ». Ce n'est pas l'impression que laisse un passage, même bref, par celui de Gilo. Partout les panneaux sermonnent : « Entrez un par un », « Attendez patiemment votre tour », « Laissez cet endroit propre », « Retirez votre manteau », « Obéissez aux instructions ». Quant aux couloirs grillagés en haut comme sur les côtés, ils ressemblent aux tunnels conduisant les fauves jusqu'à la piste du cirque...

Mais ici, pas de Monsieur Loyal : une fois franchi le portillon, dont une petite lumière indique s'il est ou non ouvert, une voix métallique exige qu'on soumette ses bagages au détecteur. Derrière des vitres blindées et teintées, on devine quelqu'un. Enfin une présence : un soldat débraillé, les pieds sur la table et le pistolet-mitrailleur Uzi en bandoulière, contrôle les papiers, chuchotant ou aboyant - au faciès. A la sortie, d'autres pancartes souhaitent aux « usagers », en trois langues, la « bienvenue à Jérusalem » (pourtant à 4 kilomètres). « Et que la paix soit avec vous »...

**Le plan de partage onusien** de 1947 avait doté la ville d'un « régime international particulier », qui demeure, en 2007, son seul statut internationalement reconnu. Mais la guerre de 1948 déboucha sur sa division entre la Jordanie et Israël, lequel installa sa capitale dans la partie occidentale avant de s'emparer, en 1967, de la partie orientale et de l'annexer. En 1980, une loi fondamentale proclama « Jérusalem entière et réunifiée capitale éternelle d'Israël ». A défaut d'éternité, la politique de tous les gouvernements israéliens, depuis, a consisté à préserver l'hégémonie juive sur la ville et à empêcher sa division ainsi que, ce faisant, la naissance d'un Etat palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale.

« La clé, précise M. Khalil Toufakji, directeur du département de cartographie de la Société des études arabes, conseiller de la délégation palestinienne jusqu'aux négociations de Camp David, c'est la démographie. Imposer une large majorité juive a toujours été la priorité absolue des Israéliens. Mais les Palestiniens, de 20 % de la population en 1967, sont devenus 35 % et pourraient être majoritaires en 2030 (2). » Cette poussée résulte du différentiel de natalité, mais aussi du départ de Juifs chassés par le chômage, la crise du logement et... le climat intolérant créé par les religieux ultraorthodoxes.

Au point qu'un tabou de soixante ans vient de tomber : le schéma directeur pour 2020 réaffirme certes le ratio politique 70 %-30 %, mais en « envisage » un autre, pragmatique, de 60 %-40 % (3). « Comme s'il y avait un bon pourcentage ! », s'exclame Meron Benvenisti, sans doute le meilleur spécialiste de Jérusalem, pour qui c'est « du racisme pur et simple. Nous vivons dans la seule ville au monde où un pourcentage ethnique tient lieu de philosophie ». Moins bouillant, M. Menahem Klein - lui aussi ex-conseiller à Camp David, mais côté israélien - ajoute : « Les pragmatiques constatent, les politiques se battent : nous assistons au plus grand effort israélien depuis 1967 pour annexer Jérusalem. »

**Historiquement, le premier instrument de cet effort fut l'extension illégale des frontières municipales.**

Résumé d'Amos Gil, directeur de l'association Ir Amim (La Ville des peuples) : « La vieille ville ne fait que 1 km<sup>2</sup> ; avec les quartiers arabes l'entourant, elle atteignait du temps de la Jordanie 6 km<sup>2</sup>. Israël a annexé, en 1967, 64 km<sup>2</sup> de terres cisjordanaises - dont 28 villages - pour atteindre 70 km<sup>2</sup>. Lorsque le mur sera terminé, il ceindra à l'Est quelque 164 km<sup>2</sup>. En revanche, à Jérusalem-Ouest, le plan d'extension, dit Safdie, a provoqué une levée de boucliers écologiques. »

« Il y a une couleur qui n'existe qu'ici : le vert politique. » Meir Margalit, coordinateur du Comité israélien contre les destructions de maisons (Icahd), rappelle que, lorsque le chef du parti de gauche Meretz, Ornan Yekutieli, s'indigna de la construction de la colonie de Har Homa à la place d'une magnifique forêt palestinienne, le maire de l'époque, Teddy Kollek, récemment décédé, rétorqua : « Ce n'est vert que pour les Arabes. » Apartheid écologique : ces zones « plutôt jaune poussière et remplies de débris », se moque l'architecte Ayala Ronel, interdisent aux Arabes de construire, mais permettent aux Juifs de coloniser...

**La colonisation constitue le deuxième instrument de la stratégie israélienne.** Architecte et dirigeant de l'association Bimkom, qui se bat pour le droit de tous à planifier la ville, Shmuel Groag récapitule : « Le premier anneau se composait de 7 grandes colonies : Gilo, Armon Hanatziv - Talpiot-Est, French Hill, Ramat Eshkol, Ramot, Ramot Shlomo, Neve Yaacov. Le second en comprenait 2, Pisgat Zeev et Maale Adoumim. Le troisième en a rajouté 9 : Givon, Adam, Kochav Yaacov, Kfar Adoumim, Keidar, Efrat, Betar Illit, Har Homa et les colonies du Goush [bloc] Etzion. Au total, elles regroupent la moitié des 500 000 colons que compte la Cisjordanie. » Fondateur du Centre d'information alternatif et figure majeure du mouvement pacifiste, Michel Warschawski organise volontiers des « tours » militants, afin de montrer concrètement « le principe qui guide la colonisation : créer une continuité territoriale juive qui brise la continuité territoriale arabe ». Et de brandir une feuille tombant en lambeaux à force d'avoir été manipulée. C'est une citation de l'ancien maire de la colonie de Karnei Shomron, qui entend « garantir que la population juive de Yesha (4) ne vive pas derrière des barbelés, mais dans une continuité de présence juive. Si l'on prend par exemple la région qui se trouve entre Jérusalem et Ofra, et qu'on y ajoute une zone industrielle à l'entrée de la colonie d'Adam et une station d'essence à l'entrée de Psagot, alors nous avons un axe de continuité israélien ».

**Le troisième instrument, c'est la maîtrise totale des voies de communication** pour disloquer l'espace palestinien, réduire la mobilité de la population et oblitérer les chances de développement. Non seulement Israël

s'est emparé des grands axes existants qu'il a rénovés et élargis, mais il en a construit de nouveaux afin que les colons puissent arriver à Jérusalem le plus rapidement possible - c'est aussi un des objectifs du futur tramway (voir « Un tramway français nommé schizophrénie »).

Le tout forme un impressionnant réseau de routes à quatre voies, éclairées la nuit, au long desquelles les arbres ont été coupés, des maisons dites « dangereuses » détruites et des murs de protection érigés - au nom, bien sûr, de la « sécurité ». Reliant les colonies entre elles, ces « routes de contournement » sont interdites à la circulation palestinienne, rejetée sur un réseau secondaire de mauvaise qualité, peu ou pas entretenu, et verrouillé par de nombreux checkpoints, fixes ou volants.

Nous voici au barrage dit Container, au sud d'Abou Dis, qui commande - et souvent ferme - le dernier axe majeur palestinien reliant le nord au sud de la Cisjordanie. Il porte bien son nom de Wadi Nar, « vallée du feu », et, par extension, « vallée de l'enfer » : sa chaussée est par endroits si étroite que deux camions s'y croisent difficilement - à supposer qu'ils parviennent à monter et descendre ses pentes vertigineuses. En revanche, non loin, la large voie express offerte par Itzhak Rabin aux colons leur permet de foncer droit sur les colonies de Goush Etzion et d'Hébron... sans rencontrer un seul Arabe.

Cet « apartheid qui ne dirait pas son nom » - formule du chef négociateur palestinien Saëb Erekat (5) - devient explicite avec le projet de « circulation fluide » cher au colonel Tirza : là où Juifs et Arabes doivent vraiment se croiser, ils ne se verront pas, grâce aux ponts et aux tunnels... « Pour désenclaver les villages palestiniens de Bir Nabala et Al-Jib, explique sur place l'architecte Alon Cohen-Lifschitz, de Bimkom, les Israéliens construisent, sur 2 km, à 10 m au-dessous du niveau du sol, une route encaissée et grillagée, 2 tunnels et 1 pont ! » En matière de ségrégation, il y a plus infâme : à compter du 19 janvier 2007, un ordre militaire devait interdire à tout Israélien ou Palestinien « résident » de transporter un habitant non juif de Cisjordanie... Il a suscité des protestations telles que son application a été « gelée »...

**Quatrième instrument, l'infiltration de la vieille ville et du « bassin sacré ».** « Pour les colons, Jérusalem est comme un oignon : le meilleur, c'est le cœur », plaisante Margalit. Récupération d'anciens biens juifs, confiscations en vertu de la loi des absents et achats via des collaborateurs se multiplient à un tel rythme que le journaliste Meron Rappoport a pu parler de « République d'Elad (6) » - du nom de l'organisation de colons à laquelle les autorités ont très inhabituellement délégué la gestion de la « Cité de David (7) ».

A partir de cette implantation à caractère historique, on mesure - au nombre de maisons arabes arborant des drapeaux israéliens et de « gorilles » armés déambulant dans les rues - combien la colonisation la plus triviale s'empare de Silwan, descend vers Boustan (où 88 bâtiments sont menacés de destruction), puis remonte vers Ras Al-Amoud (Maale Zeitim) et Jabal Mukaber (Nof Zion). Et les deux premières maisons de Kidmat Zion défilent déjà, par-dessus le mur, le Parlement palestinien, terminé mais vide, d'Abou Dis. La carte confirme que toutes ces métastases dessinent une véritable diagonale d'épuration ethnique...

« Ne vous arrêtez pas aux chiffres, insiste M. Fouad Hallak, conseiller de l'équipe de négociation de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Les 17 points de colonisation de la vieille ville et de ses alentours immédiats comptent certes à peine 2 600 habitants sur 24 000, mais ils s'inscrivent dans une stratégie tenace de "dépaletinisation". »

**La judaïsation, cinquième instrument de la stratégie israélienne,** commence par des symboles. Un ami palestinien indique ces signes qui plaquent sur la Jérusalem arabe le décor de la ville juive. « Du plus spectaculaire - comme ces mémoriaux aux héros des guerres d'Israël et ces bâtiments publics installés à l'Est - au plus discret : pavés, lampadaires, corbeilles. Sans oublier les noms de rue. » Place de Tshal, rue des Parachutistes, carrefour du Quartier-Général : « Ces appellations ont été données après l'annexion de Jérusalem-Est en 1967, observe le journaliste Danny Rubinstein (8), apparemment pour que les Arabes n'oublient pas qui a gagné. »

A Paris, des amis nous avaient prévenus : « La vieille ville est en train de se vider. » Jamais, hélas, en trente ans elle ne nous était apparue aussi triste. « Les Israéliens voudraient en coloniser l'essentiel et réduire le reste à quelques rues folkloriques, comme à Jaffa », lâche le nouvel ambassadeur palestinien à l'Unesco Elias Sanbar. Qui vient de déjouer une manœuvre à peine croyable : un tour de passe-passe israélien pour obtenir l'inscription de la vieille ville arabe sur la liste du patrimoine... de l'Etat juif !

La judaïsation passe aussi par la remise en cause du libre accès aux Lieux saints, pourtant principe commun à tous les textes internationaux depuis le traité de Berlin (1885). « Voici des années que les musulmans et les chrétiens de Cisjordanie n'ont plus accès à Al-Aqsa ou au Saint-Sépulcre, proteste le directeur du Waqf (9) Adnan Al-Husseini. Quant aux résidents de Jérusalem, ils doivent avoir 45 ans pour venir y prier. Sans parler des humiliations infligées par les quelque 4 000 soldats déployés lors des grandes fêtes. » Et les excavations pratiquées sous l'Esplanade ? « Je n'ose envisager ce qui se passerait si les fous qui rêvent de "reconstruire le Temple" endommageaient nos mosquées. »

Non moins inquiets, les patriarches et chefs des Eglises chrétiennes à Jérusalem ont publié, le 29 septembre 2006, une déclaration réaffirmant l'exigence d'un « statut spécial » garantissant notamment « le droit humain de liberté de culte pour tous, individus et communautés religieuses ; l'égalité devant les lois de tous les habitants en conformité avec les résolutions internationales ; le libre accès à Jérusalem pour tous, citoyens, résidents ou pèlerins ». Ils insistaient pour que « les droits de propriété, de garde et de culte que les différentes Eglises ont acquis à travers l'histoire continuent à être détenus par les mêmes communautés ». Et d'en appeler à la communauté internationale pour faire respecter le « statu quo des Lieux saints (10) »...

On a beau savoir l'incroyable violence dont tout occupant - juif, chrétien ou musulman - est capable, la destruction au bulldozer d'une maison, sous les yeux de ses habitants, est un spectacle insupportable (11). Que, depuis l'an 2000, la municipalité et le ministère de l'intérieur ont répété 529 fois - sans parler des amendes imposées aux propriétaires, 22,5 millions d'euros (12) ! Répression très inégale : selon Betselem, l'organisation israélienne de

défense des droits humains, en 2005, les 5 653 infractions constatées à l'Ouest ont donné lieu à 26 démolitions partielles ou totales, tandis que les 1 529 enregistrées à l'Est en ont entraîné 76 (13) !

Pour Margalit, la municipalité « vit dans la hantise que la souveraineté israélienne sur Jérusalem soit en danger. Dans cette mentalité paranoïaque, chaque maison, chaque arbre et même chaque plante en pot devient partie prenante d'une conspiration politique mondiale ». Des arguments que n'invoque même pas M. Yigal Amedi : pour ce maire adjoint, les démolitions « exceptionnelles » se justifient puisqu'elles frappent des « bâtiments construits illégalement ». Curieusement, alors qu'il fait partie du Comité pour la planification et la construction, il assure ignorer que, dans bien des cas, les inspecteurs de sa municipalité procèdent aux destructions en violation d'une décision de justice. « La municipalité, plaide-t-il, s'efforce de mettre un peu d'ordre dans ce chaos. » Riche idée ! Car l'« illégalité » de 40 % des maisons de Jérusalem-Est - 15 000 sur 40 600 - tient à ce que la mairie n'accorde qu'au compte-gouttes les permis aux Palestiniens : de 2000 à 2004, 481 sur 5 300 immeubles bâtis. Et une demande coûte cher : plus de 20 000 euros et des mois de démarches pour une bâtisse d'environ 200 m2... Mais surtout la superficie constructible s'est rétrécie comme peau de chagrin. Après 1967, Jérusalem-Ouest totalisait 54 km2 et Jérusalem-Est 70 km2, dont 24 furent expropriés au profit des colonies. Sur les 46 restants, 21 n'ont pas fait l'objet d'un plan d'urbanisation. Parmi les 25 planifiés, 16 sont réservés aux espaces verts, bâtiments publics, routes, etc. Les 9 km2 constructibles pour les Palestiniens représentent donc... 7,25 % de la superficie totale de la ville !

Architecte et militante de Bimkom, Efrat Cohen-Bar brandit l'énorme volume du nouveau « master plan ». « Malgré quelques progrès, l'inégalité de traitement demeure. D'ici à 2020, nos planificateurs accordent 3 nouveaux kilomètres carrés constructibles aux 158 000 Palestiniens supplémentaires et 9,5 km2 aux 110 000 Juifs supplémentaires. » La géographe Irène Salenson évoque de plus une « limitation horizontale et verticale du développement urbain palestinien » : l'Est pourra bâtir en moyenne jusqu'à 4 étages (au lieu de 2 actuellement), mais l'Ouest 6 à 8 (14) !

**Cette inégalité n'est qu'une des facettes d'une politique globale de discrimination qui constitue le sixième et dernier instrument de l'hégémonie d'Israël.** Ne sont citoyens que les Juifs (et 2,3 % des Palestiniens). Titulaires d'une carte d'identité verte, les Palestiniens de Cisjordanie n'ont aucun droit, même plus celui de venir en ville, sauf autorisation de plus en plus rarement accordée. Les « résidents permanents », avec leur carte d'identité bleue, bénéficient, eux, de prestations sociales et du droit de vote aux élections locales, qui ne se transmettent automatiquement ni au conjoint ni aux enfants.

Le fameux rapport européen dont la censure par le Conseil des ministres des Vingt-Cinq fit scandale fin 2005 révèle une autre dérive : « Entre 1996 et 1999, Israël a mis en place une procédure intitulée "centre de vie", en vertu de laquelle ceux qui détiennent une carte d'identité bleue et dont le domicile ou le travail se trouve en dehors de Jérusalem-Est, à Ramallah par exemple, perdent cette carte d'identité. Une vague de détenteurs de ces cartes s'est pour cette raison repliée sur Jérusalem-Est (15). »

Discriminatoire, le budget de la ville ne l'est pas moins : Jérusalem-Est, avec 33 % de la population, ne s'en voit allouer que 8,48 %. Chaque Juif obtient en moyenne 1 190 euros, et chaque Arabe 260. Rien d'étonnant si, précise Betsalem, 67 % des familles palestiniennes vivent sous le seuil de pauvreté, contre 29 % des familles israéliennes (16). Issu lui-même d'un quartier pauvre, M. Amedi ne nie pas les « retards dont souffrent, en matière d'infrastructures et de services, les quartiers arabes et ultraorthodoxes ». Il assure toutefois que la ville, lorsque son maire s'appelait Ehoud Olmert, a « plus investi que jamais pour combler ces fossés », et égrène les projets en cours. « Des gouttes d'eau dans l'océan, reconnaît-il. Mais il faut bien commencer quelque part. »

**Force est de constater que, pour l'heure, tout commence et finit par la construction du mur,** qui mobilise les plus gros moyens : 800 000 euros du kilomètre - et il y en aura 180, dont 5 seulement sur la Ligne verte. C'est dire que l'argument de la sécurité ne tient guère. Les attentats kamikazes - 171 victimes en six ans - ont traumatisé la ville. Mais ici, le mur, sur l'essentiel de son tracé, ne sépare pas Israéliens et Palestiniens : il coupe les Palestiniens de leurs écoles, de leurs champs, de leurs oliveraies, de leurs hôpitaux et de leurs cimetières... « Le mur est un outil que le gouvernement utilise pour contrôler Jérusalem et non pour assurer la sécurité des Israéliens », tranche Menahem Klein. De fait, il représente la quintessence de tous les outils de domination évoqués jusqu'ici. Il multiplie la surface de Jérusalem-Est par 2,3 en dessinant une sorte de tréfle qui inclut les nouvelles colonies avec leurs zones de développement : au nord, Beit Horon, Givat Zeev, Givon Hadasha et le futur « parc métropolitain » de Nabi Samuel ; au sud, Har Gilo, Betar Illit ainsi que l'ensemble du Gouch Etzion ; à l'est, enfin, Maale Adoumim.

On prend mieux conscience depuis le belvédère de l'hôpital Augusta-Victoria de la menace mortelle que le chantier en cours à l'est représente pour le futur Etat palestinien. La colonie elle-même occupe 7 km2. Mais le plan municipal du « bloc de Maale Adoumim » couvre une superficie totale, encore largement déserte, de 55 km2 (plus que Tel-Aviv, 51 km2). La poche s'étend presque jusqu'à la mer Morte et coupe donc en deux la Cisjordanie. Au nord, la fameuse zone E1 représente avec ses 12 km2 (12 fois la vieille ville !) le dernier espace de croissance possible pour Jérusalem-Est. Or même l'opposition - formelle - de Washington n'a pas empêché la construction du nouveau quartier général de la police pour la Cisjordanie, en attendant logements, centres commerciaux, hôtels, etc. Quant aux Bédouins Jahalin, voici leurs pauvres baraquements sur la colline où ils ont été « transférés » et qui domine... la décharge.

Le plus possible de terres palestiniennes avec le moins possible de Palestiniens : ce vieux principe a dirigé le tracé du mur qui, s'il inclut des colonies juives, exclut aussi des quartiers arabes. Ainsi rejette-t-il en Cisjordanie, du nord au sud, la localité de Qafr Aqab, à côté du camp de réfugiés de Qalandiya, la moitié de Beit Hanina, le gros d'Al-Ram, Dahiyat Al-Bared, Hizma, le camp de Shuafat, Dahiyat Al-Salam, Anata, Ram Khamzi et, tout au sud, Walaja. Une première : 60 000 des 240 000 Palestiniens de Jérusalem en ont été expulsés... sans avoir bougé ! Avec des pertes en chaîne.



Perte de temps : « Avant, j'allais à la fac à pied en dix minutes, témoigne Mohammed, un étudiant de Ramallah inscrit en médecine à l'université Al-Qods. Depuis, il me faut quatre-vingt-dix minutes en voiture. » Perte de revenus : si les commerçants du « mauvais » côté d'Al-Ram déplorent une baisse de 30 % à 50 % de leur chiffre d'affaires, ce dentiste a dû fermer purement et simplement son cabinet, tandis que le propriétaire de cet immeuble avec vue imprenable sur le mur n'a plus un seul locataire. Perte de personnel : entre un tiers et la moitié des médecins et des infirmières, mais aussi des enseignants ne peuvent plus venir travailler à Jérusalem. Perte annoncée de la « résidence » : quiconque ne justifiera plus d'un logement et d'un travail à Jérusalem, lors du renouvellement de sa carte d'identité bleue, en sera privé. Perte, enfin et surtout, pour Jérusalem-Est de son rôle de métropole palestinienne.

« Chacun sait que les prochaines négociations partiront des "paramètres de Clinton", et notamment la partition de la ville pour faire place à deux capitales, résume Menahem Klein. Voilà ce que le mur cherche à éviter, en cassant Al-Qods comme centre métropolitain, en la déconnectant de son hinterland économique, social et culturel palestinien. Mais, si nos dirigeants espèrent profiter de la faiblesse des Palestiniens, ils font un calcul à courte vue : la jeune génération redressera la tête. Que restera-t-il alors de l'ambition de Sharon et d'Olmert de "relibérer Jérusalem" ? »

D'autres interlocuteurs relient l'escalade israélienne et l'état du processus de paix. Ainsi l'ambassadeur Sanbar, selon qui les choses se sont accélérées « à partir du moment où Jérusalem a été officiellement inscrite à l'ordre du jour de la négociation. Afin qu'à force de faits accomplis il ne reste rien à négocier ». Pour M. Wassim H. Khazmo, conseiller de l'équipe de négociation palestinienne, « Sharon a profité de la faiblesse de la communauté internationale pour prendre ce que M. George W. Bush lui avait promis dans sa lettre du 14 avril 2004 - les blocs de colonies. »

Quelle ne sera pas, d'ailleurs, notre surprise, en entendant M. Toufakji renoncer à revendiquer ces « blocs », au nom du réalisme. « Même Maale Adoumim ? » « Oui. » « Même la zone E1 ? » « Oui. » Comme en réponse à cet abandon, M. Hasib Nashashibi, de la Coalition pour Jérusalem, évoquera la « crise de leadership » dans l'OLP : « Les Israéliens exploitent évidemment nos divisions et nos erreurs. » Et Amos Gil de pointer « l'argument majeur que les attentats kamikazes ont donné pour justifier le mur ».

En les découvrant, on pense à Kafka ou à Ubu roi : ce sont les Palestiniens des enclaves de Biddu (35 500 personnes), Bir Nabala (20 000) et Walaja (2 000) pris au piège du mur ou de la barrière, qui les encerclent entièrement. Et la famille Gharib est assurément la victime expiatoire. Un à un, les colons de Givon Hadasha ont construit, sur des terres privées palestiniennes, des maisons autour de la sienne, qu'ils ont transformée en mini-enclave, reliée par un chemin à son village originel, le tout ceinturé d'un grillage bientôt électrifié et surveillé par une caméra... Sympathiques voisins : en nous voyant, l'un d'eux hurle depuis sa fenêtre : « J'ai une arme, je vais vous descendre ! » Paroles en l'air ? Ils ont déjà tué un de ses fils. Persécutés, les Gharib résistent néanmoins depuis plus de vingt ans...

Comment ne pas penser à l'envolée, la veille, de Benvenisti : « Le mur ? Mais c'est le monument du désespoir total ! Regardez Bethléem : d'un côté, l'église de la Nativité, de l'autre, le bunker construit autour du tombeau de Rachel. C'est l'arrogance de l'occupant prétendant définir et redéfinir les communautés à sa guise : comme si la "barrière" triait les "bons" Arabes, acceptés à Jérusalem, des "mauvais", qui en sont exclus. Les inventeurs de cette horreur raisonnent avec la même logique coloniale du XIXe siècle que vous, les Français, lorsque vous vous accrochiez à l'Indochine et au Maghreb. Mais ça ne marchera pas mieux ! Le mur de Jérusalem finira comme celui de Berlin. »

**Philippe Rekacewicz et Dominique Vidal.**

(1) La Nakba désigne la disparition de la Palestine et l'exode forcé de 800 000 de ses habitants en 1948. Quant au colonel Tirza, il n'a pas vu son contrat reconduit après avoir ouvertement menti à la Cour suprême afin de justifier le tracé de son mur.

(2) Fin 2006, on estimait le nombre d'habitants de Jérusalem à quelque 700 000 : 470 000 Juifs et 230 000 Palestiniens.

(3) Bulletin du Centre de recherche français de Jérusalem, n° 16, p. 212-213, 2005.

(4) Haaretz, Tel-Aviv, 17 juillet 1996. « Yesha » est la contraction de Yehuda ve Shomron (Judée et Samarie), nom donné par les colons à la Cisjordanie.

(5) Dans l'excellent Un mur en Palestine de René Backmann, Fayard, Paris, 2006.

(6) Haaretz, Tel-Aviv, 26 avril 2006.

(7) Le roi David y aurait fondé sa capitale vers l'an 1000 avant J.-C.

(8) Haaretz, Tel-Aviv, 26 novembre 2006.

(9) Autorité chargée de la gestion des biens religieux musulmans.

(10) <http://paxchristi.cef.fr/docs/jerus...>

(11) Cf. « Les bulldozers en action », Lettres de..., Les Carnets du Monde diplomatique.

(12) Discriminations in the Heart of the Holy City, IPCC, Jérusalem, 2006. Les chiffres qui suivent, sauf indication contraire, en sont tirés.

(13) A Wall in Jerusalem, Betsalem, Jérusalem, 2006.

(14) Bulletin..., op. cit., p. 216.

(15) Voir [www.france-palestine.org](http://www.france-palestine.org). Si la Sécurité sociale pousse à retirer leurs cartes d'identité aux résidents de Jérusalem se trouvant à l'extérieur de la ville pour des raisons avant tout financières, le ministère de l'intérieur et surtout la municipalité, soucieux de réduire le nombre de Palestiniens vivant effectivement à Jérusalem, préfèrent qu'ils conservent leur carte d'identité hors des limites municipales.

(16) A Wall in Jerusalem, op. cit.

Le Monde diplomatique, février 2007 - Pages 16 et 17 [www.monde-diplomatique.fr/2007/02/REKACEWICZ/14411](http://www.monde-diplomatique.fr/2007/02/REKACEWICZ/14411)  
publié le jeudi 29 mars 2007



---

## 5-2 Steven Erlanger : Briser le silence.

[A Jérusalem Ouest, un soldat israélien raconte ce que lui et ses camarades sont obligés de faire en Cisjordanie. Malaise dans la salle. Où il est question de mensonges et de miroirs]

Un soir, un groupe d'habitants de Jérusalem s'étaient réunis pour écouter les propos d'un soldat israélien, troublé par la manière dont lui et certains de ses homologues s'étaient conduits dans la Cisjordanie occupée.

La petite foule était un peu négligée, cheveux mal peignés et chaussures confortables plutôt qu'élégantes. Largement anglophones, les gens se situent quelque part à gauche dans le paysage politique israélien, et ont écouté avec attention Mikhael Manekin, 27 ans, parler calmement de ses quatre années de service dans la brigade d'infanterie "Golani" en Cisjordanie.

Manekin et ses camarades étaient souvent postés à des check points, près de Hebron ou de Naplouse, à contrôler les déplacements des Palestiniens et tenter de s'assurer que des candidats aux attentats suicides ne pénètrent pas en Israël. Les check points font partie du système de sécurité israélien, avec la barrière de séparation, qui protège Israël mais perturbe également la vie de Palestiniens ordinaires dont la préoccupation essentielle n'est pas d'exploser avec une bombe.

Manekin, lieutenant, est le président du groupe "Shovrim Shtika" (Briser le silence) (1) composé d'anciens soldats choqués par leur propre attitude et celle d'autres, qui ont décidé de réunir leurs histoires et de porter témoignage. Depuis 2004, ils ont recueilli les témoignages de plus de 400 soldats.

Il a parlé de ces soldats qui humilient ou frappent des Palestiniens pour que les foules restent en rang, de la manière dont on instruit les soldats à se montrer agressifs, mais aussi du fait que la plupart respectent des limites morales décentes. Il a parlé aussi de la peur de voir des centaines de personnes passer de la colère à l'émeute, cette peur qui s'empare de l'âme et rend des jeunes gens brutaux.

"Je ne pense pas qu'il s'agisse du problème de l'armée, c'est le problème de la société. Nous envoyons ces jeunes en notre nom. Et il n'y a aucun espace pour parler des mauvaises choses. Il ne suffit pas de dire : 'Mais il y a le terrorisme palestinien'. Il existe, mais c'est trop facile."

Après la guerre sans résultat de la guerre au Liban, les propos de Manekin ont provoqué un certain malaise, même auprès de ce public réuni au Centre Yakar pour la justice sociale, fondé en 1992 pour promouvoir le débat et le dialogue entre les Israéliens et leurs voisins. Dirigé par Benjamin Pogrund, éminent journaliste originaire de l'Afrique du Sud, ce centre affronte les problèmes difficiles, comme les Arabes israéliens, les colonies, l'orthodoxie religieuse et les attaques contre la démocratie.

Or, après la guerre du Liban, l'atmosphère en Israël est morose, avec le sentiment que ni l'armée ni le gouvernement n'ont fonctionné correctement. Le gouvernement est une chose, mais l'armée est l'institution phare d'Israël. Un beau film qui vient de sortir, "Beaufort 2000", sur les derniers jours de l'armée au Liban en 2000, est couvert de louanges pour avoir montré un soldat israélien sensible qui fait remplir bravement sa mission malgré la peur et les confusions habituelles aux niveaux politique et militaire.

Même si le fait de critiquer l'armée est tout à fait accepté dans la démocratie israélienne, et pas seulement à gauche, les propos de "Shovrim Shtika" en ont écorché plus d'un.

Un homme s'est levé pour dire que Manekin et ses amis nuisaient à Israël, et particulier à son image à l'étranger, pour le bénéfice de leur propre conscience. Dans le public, beaucoup ont approuvé de la tête. Grand et digne, 45 ans environ, l'homme dit que lui aussi avait servi en Cisjordanie, "et je suis fier de ce que j'y ai fait pour défendre les Israéliens."

"Il est crucial d'intimider les gens aux check points", dit-il, la voix un peu tremblante, "nous sommes si peu et ils sont si nombreux." Puis il rajouta : "Ces gens ne sont pas comme nous ! Ils nous mentent effrontément !"

Cela en fut assez pour Uriel Simon, 77 ans, professeur émérite d'études bibliques à l'université de Bar-Ilan, et colombe religieuse connue.

"Parlons de menteurs", dit-il, puis il fit une pause. "Mon père a été un menteur. Mon grand-père a été un menteur. Comment auraient-ils fait autrement pour traverser les frontières et arriver dans ce pays? Nous avons survécu en mentant. Nous avons menti aux Russes, aux Allemands, aux Anglais ! Nous mentons pour survivre ! Je suis le fils de Jacob le menteur ! (2)" dit-il. "Et quant aux Palestiniens : bien sûr qu'ils mentent ! Tout le monde ment à un check point ! Nous aussi, nous l'avons fait !"

De nombreux Israéliens ont fui une Europe hostile (son père, Ernst, enseignant et fondateur avec Martin Buber d'un mouvement de paix pionnier, Brit Shalom, venait d'Allemagne). "Les Américains détestent les menteurs. Mais nous, nous sommes venus d'Europe, le pire endroit du monde, qui nous a donné à la fois le fascisme et le communisme."

Les Israéliens doivent se souvenir, dit-il. "La ligne jaune de Buber est entre ce qui est nécessaire, et donc permis, et ce qui ne l'est pas, et donc interdit."

Tout le monde a peur des miroirs, dit-il en réajustant sa kippa brodée sur ses cheveux blancs. "Nous détestons le miroir. Nous ne voulons pas nous voir dans la glace. Nous n'aimons pas les photos qu'on prend de nous. Nous disons : 'Oh, cela ne nous ressemble pas'. Nous voulons nous voir plus beaux que ce que nous sommes. Mais ici, il y a aussi des prophètes qui sont des miroirs qui n'ont pas peur des rois ni des généraux. Le prophète dit : 'Vous êtes laids', et nous ne voulons pas l'entendre. Mais nous devons nous regarder dans le miroir, honnêtement et sans crainte."

L'armée joue un rôle central en Israël, et les problèmes sont compliqués. Au début de la guerre de l'été dernier, comme au début de chaque guerre, y compris celle en Irak, "il y a une euphorie qui vient d'une croyance quasi irrationnelle dans la force et la puissance, où le glaive peut couper tous les lents processus."

C'est tellement enivrant si, comme Israël, "on a une telle force dont on ne peut pas se servir, et que d'un seul coup, si, on peut."

Mais l'euphorie ne dure jamais longtemps, dit-il. "Nous bombardons le Sud-Liban comme des fous, et pourtant, ils continuent à nous envoyer des missiles."

Le sentiment de frustration est encore plus intense "pour un peuple comme Israël, forcé de vivre par le glaive, car qui va sauver ce petit Etat? L'ONU? La bonne volonté des Américains? Nous serions écrasés 10 fois avant que l'Amérique se réveille, si même elle veut se réveiller. Donc, n'importe quel enfant de 10 ans connaît l'importance de l'armée. Et plus on en a besoin, plus on en attend."

A la fin de la soirée, Uriel Simon a dit qu'il était allé parler à l'homme qui avait été si énervé. "Il m'a dit : 'tu ne me croiras peut-être pas, mais je suis d'accord avec 90% de ce que tu as dit.'" Simon a ri doucement. "Cela montre dans quelle confusion il se trouvait."

(1) [www.shovrimstika.org/index\\_e.asp](http://www.shovrimstika.org/index_e.asp)

(2) Jacob a menti à son père Isaac pour supplanter auprès de lui son frère Esaü.

**Common Grounds** International Herald Tribune, 22 mars 2007

diffusé par Common Grounds

[www.commongroundnews.org](http://www.commongroundnews.org)

\* Steven Erlanger dirige le bureau du New York Times à Jérusalem.

Traduction : Gérard pour

**Source** : Liste de diffusion La Paix Maintenant

---

### 5-3 Entretien avec Selmi Wakim, à l'occasion de la commémoration de la trente et unième Journée de la Terre.

Parti du travail (PTPD) : Quelles sont les raisons directes qui ont conduit au mouvement de protestation et de manifestation du 30 mars 1976 ?

Selmi Wakim (SW) : Tout d'abord, notons que la Journée de la Terre est considérée comme un moment particulier dans la lutte que mènent les Palestiniens en Israël pour la réalisation de leurs droits nationaux et humains, sur le plan individuel et collectif. Cette journée symbolise, d'une part, le combat que mène le peuple palestinien pour préserver sa terre et sa patrie, et d'autre part, le lien qui unit la terre et les droits et la dignité du peuple palestinien.

Quant aux raisons directes qui ont conduit au mouvement de protestation et de manifestations du 30 mars 1976, il est avéré que, dès la création de l'Etat, le gouvernement israélien s'était engagé dans une politique de confiscation des terres et des propriétés palestiniennes, soit directement, soit en édictant des lois dont le résultat concret était la dépossession des Palestiniens de leur terre ; cette politique se poursuit jusqu'à aujourd'hui, la politique de mainmise sur un lieu puis sa judaïsation étant purement et simplement l'essence du sionisme, en tant que mouvement colonialiste.

Mais la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est un rapport tenu secret, rédigé par le général israélien chargé de la région nord, Israël Koenig. Ce rapport prévoyait de vider la Galilée (la région nord de la Palestine) de ses habitants palestiniens, d'accaparer leurs terres et de les judaïser - c'est-à-dire d'y installer des colonies et des entreprises juives. Parmi les clauses de ce rapport, notons les plus importantes: densification de l'implantation juive dans le nord (la Galilée) ; étranglement économique de la communauté arabe en la harcelant de taxes, priorité donnée aux Juifs pour accéder au travail et diminution du pourcentage des Arabes ayant accès au travail ; facilitation de l'émigration des jeunes arabes vers l'étranger et interdiction de revenir.

Le plan des autorités israéliennes pour étrangler les Palestiniens prévoyait la confiscation de 21000 dounams de terres attenantes à trois villages de Galilée, Arraba, Sakhnine et Deir Hana ; entre 1942-1944, ces terres avaient été utilisées comme terrains d'entraînement par l'armée britannique, en échange du paiement d'une redevance aux propriétaires. Après 1948 et la création de l'Etat juif, il était permis aux habitants d'aller sur leurs terres et de les cultiver, avec des autorisations spéciales. En 1956, les autorités bouclèrent la région dans le but d'y aménager la construction de colonies juives, dans le cadre du plan de " judaïsation de la Galilée ".

Une précision sur le terme " judaïsation de la Galilée " : son but est de donner un caractère juif à la région (le nord de la Palestine) ; étant donné que la Galilée représente une vaste zone géographique dont la majorité des habitants sont Palestiniens, les autorités et les gouvernements la considéraient depuis les années 70 comme une source d'inquiétude, dans la mesure où il voyaient dans les Arabes de cette région " une bombe démographique programmée ", ajoutée au fait que cette grande concentration arabe près de la frontière libanaise leur faisait peur.

Pour toutes ces raisons, le gouvernement publia l'ordre de boucler la région 9 définitivement et d'en interdire l'accès aux Arabes. A la suite de cette décision, vint le " rapport Koenig " mentionné plus haut, qui fut mis en application, et la confiscation des terres fut effectivement mise en œuvre.

PTPD : Comment s'est faite la préparation et la mobilisation ? quel rôle ont joué les partis, les associations civiles et les pouvoirs locaux, (les municipalités) ?

SW : Le projet de boucler la région 9 datait du début de l'année 1975, et dès que les masses arabes eurent vent de la nouvelle, elles se mirent à s'agiter de diverses manières. La première réunion eut lieu dans la ville de Nazareth, le 18 octobre 1975, et, regroupant tous les cadres politiques et patriotiques, les partis, les travailleurs, les paysans, les personnalités agissantes et les présidents des conseils municipaux arabes, un comité fut créé, le " comité régional pour la défense des terres "

Le comité se réunit à nouveau le 13 février 1976 à Sakhnine pour élaborer un plan uni pour s'opposer à l'opération de confiscation ; ils se réunirent une troisième fois, le 3 juin 1976, dans la ville de Nazareth et comme les autorités n'étaient pas revenues sur leur décision de bouclage et de spoliation, il fut décidé d'appeler toute la population arabe palestinienne en Israël à une grève générale le 30 mars 1976 ; il fut aussi décidé d'appeler à une manifestation de masse devant le siège de la Knesset, résolution qui, restée lettre morte, fut remise à plus tard . Le 25 mars 1976, dans la ville de Shafa'Amr, se tint une réunion des présidents des assemblées et des conseils municipaux, dans une ultime tentative des autorités pour faire annuler la décision de la grève ; mais grâce à la volonté de notre peuple et de nos masses qui se trouvaient par milliers à l'extérieur de la salle de réunion, grâce à leur détermination, et malgré les tentatives de la police qui alla jusqu'à user de la violence et à procéder à des arrestations pour disperser la manifestation, le mot d'ordre de grève fut maintenu. .

Ici, et pour ne pas déformer l'histoire, il faut noter que pour organiser et unifier les efforts afin de parvenir à une position commune, la grève, c'est le parti communiste (regroupant Juifs et Arabes) qui a joué le plus grand rôle : tous ses membres, les sympathisants associés à l'action politique et les comités populaires approuvaient et soutenaient la décision de la grève, mais sans la mobilisation des masses, leur obstination, leur ténacité, et ce malgré les pressions, la Journée de la Terre n'aurait pas réussi et pour la première fois il y a eu convergence entre l'aspiration des masses et la décision de la direction.

PTPD : Comment les autorités sionistes ont-elles riposté ?

SW : Les autorités ont essayé par tous les moyens d'interdire ou de briser l'appel à la grève, par l'intermédiaire des collaborateurs et des hésitants, par l'intermédiaire de la terreur et de l'intimidation ; les ouvriers étaient menacés de licenciement, les écoles menacées de fermeture. Devant leur échec et face au maintien de la grève, les autorités ont pris la décision de réprimer cette journée de lutte et de la briser par la force policière, et au besoin par les armes. Au début du 29 mars, elles ont commencé à amasser leurs forces et à les regrouper dans différents lieux, en particulier à l'entrée des villages et des villes arabes et, dans le village de Deir Hana, éclata la première manifestation, violemment réprimée par l'armée ; à la suite de cela, il y eut une autre manifestation de protestation dans le village de 'Arraba et la riposte de l'armée fut encore plus violente : le premier martyr tomba et il y eut des dizaines de blessés ; la nouvelle de la mort du martyr amplifia les manifestations et la protestation et le bilan de la nuit du 29 mars et de la journée du 30 fut de six martyrs, originaires des villages de 'Arraba, Sakhnine, Kafr Kana et 'Ain Shams.

PTPD : Comment expliquez-vous qu'aujourd'hui la participation populaire à la commémoration de la Journée de la Terre soit si faible ?

SW : Les masses sont déçues à cause de la situation de reflux qui règne et à cause de l'absence de position unifiée de la part des dirigeants ; le souvenir de cette journée a fini par être exploité comme une tribune électorale, les dirigeants n'ont pas tiré parti de la victoire des masses à l'occasion de la Journée de la Terre. C'est pourquoi les masses palestiniennes en Israël ont le sentiment d'être abandonnées et de mener seules leur combat, sans soutien international et même arabe, et comme si leur souffrance était une affaire intérieure israélienne.

PTPD : A votre avis quelle est la démarche nécessaire pour s'opposer à la politique de confiscation de terres, de destructions des maisons, d'encerclement des villes et des quartiers arabes par les colonies, qui s'aggrave avec la faiblesse de l'opposition et du mouvement de défense des terres ?

SW : Il faut élaborer une vision unifiée pour le travail commun entre les partis, les groupes et les mouvements politiques agissant sur le terrain, resserrer les rangs et suivre une stratégie d'action unifiée, utile à tous les cadres qui agissent au niveau local et mondial, un plan qui repose sur la prise de conscience de toutes les composantes de notre peuple du danger qui subsiste, à venir et prévisible ; il faut rassembler tous ceux qui veulent nous soutenir dans notre marche, localement, dans le monde arabe et au niveau international, essayer de mobiliser l'opinion mondiale pour qu'elle nous soutienne, et faire la lumière sur ces pratiques à travers les divers moyens d'information, arabes et étrangers.

---

## 5-4 Save The Children Alliance : Estimation de Santé Environnementale du Programme Sanitaire et de l'Eau de l'USAID en Cisjordanie – Phase II

Principaux Points : La fourniture en eau courante fiable et traitée est probablement l'intervention la plus importante pour améliorer la santé et la qualité de vie en Cisjordanie dans le contexte d'un programme sanitaire et d'approvisionnement en eau.

Introduction et contexte

Cette étude est la seconde d'une série d'estimations de santé environnementale du Projet de Santé Environnementale mis en application par Camp, Dresser & McKee, Inc., sous les auspices du Programme Sanitaire et de l'eau de l'USAID en Cisjordanie.

L'objectif du projet est d'améliorer la fourniture en eau potable saine et des services d'hygiène de façon durable à 170.000 personnes (estimation de population datant de 2003) dans 50 villages dans le gouvernorat de Naplouse (désignés sous le nom de "Naplouse" dans le reste du document) au nord et à l'Ouest d'Hébron dans le sud (partie ouest du gouvernorat d'Hebron)

Les principaux résultats des données de base collectées en Janvier 2002 (hiver et saison des pluies) ont montré les éléments suivants :

- L'eau courante est de bien meilleure qualité (avec 80% sans bacilles fécaux) que les camions-citernes (seulement 38% sans bacilles fécaux). Les autres sources d'eau ne représentent pas un approvisionnement significatif pour les ménages.
- Les approvisionnements en eau pour usage domestique sont limités en quantité et en qualité dans plus de 50% des ménages.
- Il y a un besoin de progrès dans les secteurs affectés et dans les techniques de lessive à la main
- La présence d'amibes et de gardiasas chez les enfants âgés de 12 à 47 mois est de respectivement de 15 et 10%, aucun ascaris n'a été trouvé.
- La présence de diarrhée pendant 2 semaines chez les enfants de moins de 5 ans représentait 12%.
- Les enfants ayant la diarrhée ont reçu des soins appropriés à la maison dans seulement 20% des cas.
- La pauvreté est très répandue et elle a augmenté depuis le début du second Intifada.

La phase II de l'estimation de santé environnementale étudiée ici est une étude complémentaire à l'estimation de la phase I effectuée en octobre 2002 (été et saison sèche).

La seconde estimation de santé environnementale avait pour but de répondre à deux questions de recherches :

1. Y-a-t'il des variations saisonnières dans les principaux indicateurs de santé, telles que la présence de diarrhée et de parasites intestinaux entre l'hiver et l'été ?
2. Quel est l'impact de la détérioration continue de la situation sociale, économique et politique en Cisjordanie en général et en particulier dans les communautés concernées par le projet ?

En ce qui concerne les effets saisonniers, les auteurs comptaient observer des modifications dans la quantité et la qualité de l'eau en raison de la dépendance aux camions-citernes pendant les mois d'été.

Bien qu'il existe peu de précédentes recherches en Cisjordanie, selon les résultats d'une enquête réalisée par Ali-Shtayeh et autres. (1989), la présence de diarrhée et de parasites intestinaux chez les enfants de moins de 5 ans est plus importante pendant la saison sèche.

En ce qui concerne l'impact de la détérioration de la situation politique, les auteurs s'attendaient à une diminution des conditions socio-économiques, de l'accès à l'eau en quantité suffisante et de la qualité de l'eau et de l'accès aux services de santé.

Cela a sans doute contribué à la détérioration des conditions de santé, comme l'a indiqué l'augmentation de la présence des parasites intestinaux et des diarrhées chez les enfants.

Par exemple, la présence de diarrhées était de 17% en octobre 2002 contre 13.5% en été 1996 (Palestinian Central Bureau of Statistics, 2001), qui pourrait être due à la détérioration des conditions socio-économiques. Cependant, il sera difficile de distinguer les effets saisonniers et l'impact de la situation politique dans tous les cas parce que les études de population et les méthodes d'observation utilisées ne sont pas les mêmes.

#### Méthodologie de l'Etude

Les estimations de santé environnementale, dont celle-ci est la seconde, ont été conçues pour fournir un "panel" de données. Cela signifie que l'objectif était de ré-examiner les mêmes 596 ménages qui avaient été sélectionnés au hasard lors de la première observation.

Des interviews ont été effectués avec les principaux chefs de familles et les personnes en charge des enfants de moins de 5 ans. Des échantillons de selles ont été étudiés sur un enfant âgé de 12 à 47 mois (quand il était présent) par famille et des échantillons d'eau des sources internes ont été prélevés chez un tiers des ménages, soit 178 au total.

Les tableaux de collecte de données pour les principaux informateurs et les interviews sur les diarrhées étaient des versions abrégées de celles utilisées lors de la première enquête.

Les comportements hygiéniques n'ont pas été estimés une seconde fois, parce qu'aucune intervention ne s'est produite qui aurait pu affecter ces comportements et donc aucun changement n'était attendu.

En raison des importantes restrictions aux déplacements et de la forte imprévisibilité des conditions de travail, une gestion fortement décentralisée et un soutien logistique et de communication de haut niveau sur le terrain étaient essentiels.

Par conséquent, la formation et le travail de terrain ont suivi des méthodes séparées au nord et au sud.

Comme lors de la première étude, une attention rigoureuse a été apportée au contrôle de la qualité dans toutes les phases de la collecte des données sur le terrain avant d'entrer les données dans l'ordinateur.

#### Résumé des résultats

Les deux estimations de santé environnementale (Phase I : étude de base en Janvier 2002, et phase II : étude complémentaire 9 mois plus tard en octobre 2002) ont montré que la fourniture en eau courante était essentielle. Bien que la qualité et la quantité d'eau courante peut toujours être améliorée, elle est plus fiable, comme mesuré par la présence des coliformes fécaux, que les autres sources d'eau, en particulier les camions-citernes, et elle est plus disponible en quantités suffisantes.



Plusieurs indicateurs clés ont empiré entre la première et la seconde estimation, comme expliqué dans les paragraphes suivants

L'accès et la qualité de l'eau :

L'accès des ménages à des approvisionnements en eau suffisants ont diminué, et la qualité de l'eau s'est détériorée. Alors que la qualité de l'eau des canalisations s'était dégradée, les ménages dépendant des camions-citernes ont été encore plus touchés.

Les camions-citernes sont plus souvent contaminés par des bactéries que les canalisations.

En même temps, le coût des citernes à eau pendant la saison sèche augmente et comme les niveaux de pauvreté sont restés très élevés, l'eau semble moins abordable pour de nombreux ménages, comme le prouve une diminution de 23% de la consommation.

De plus, les communautés les plus pauvres dans les secteurs ruraux sont probablement les plus affectées, et elles dépendent presque exclusivement des camions-citernes.

Les ménages à Naplouse utilisent principalement des citernes à eau et avec une moyenne de consommation de 35 litres par personne et par jour, ils utilisent considérablement moins d'eau que les 40 à 50 litres d'eau par jour et par habitant qui est considéré comme un minimum pour des besoins domestiques. (IFPRI 2002).

Cette situation souligne clairement le besoin d'une meilleure infrastructure de l'approvisionnement en eau

Les indicateurs clés de l'accès et de la qualité de l'eau ont changé de la façon suivante :

- L'approvisionnement en eau suffisant a été noté chez seulement 39% des ménages comparés aux 48% dans l'étude de base.
  - L'utilisation de citernes à eau pendant les 12 mois précédents l'enquête a diminué : 60% contre 70% dans l'étude de base, tandis que les coûts avaient augmentés de 84% entre l'hiver 2000/2001 et l'hiver 2001/2002 et de 55% entre l'été 2001 et l'été 2002.
  - La qualité bactériologique de l'eau sur le lieu de consommation a diminué de près de 10% (zéro coliformes fécaux) mais cela a été plus sensible pour l'eau courante dont la qualité est tombée de 80% sur les échantillons testés dans l'étude de base à 59% dans l'étude complémentaire.
- Pour les ménages dépendant des citernes à eau, la qualité est restée pauvre avec 35% ayant zéro coliformes fécaux par rapport aux 38% dans l'étude de base.

Conséquences sur la santé : -

Les infections gastro-intestinales chez les enfants de moins de 5 ans ont augmenté de façon substantielle entre la première et la seconde estimation de santé environnementale, comme le prouve une augmentation de 42% pour les diarrhées et une augmentation de 40 à 60% dans la présence des amibes et des giardiasis.

Des ascarides (*ascaris*) sont apparus en nombre substantiel à Naplouse.

Bien que nous nous attendions à des changements saisonniers, le fait que les cas de diarrhées et de parasites intestinaux aient tous augmentés, cela pourrait avoir comme cause la détérioration de la situation socio-économique.

Cela est même plus plausible en sachant que l'accès aux services médicaux ont diminué alors que moins d'enfants ayant des diarrhées sont allés voir des médecins ou ont reçu des traitements contre les vers alors que la maladie se développait.

Comme on s'y attendait en l'absence d'une promotion intense de l'hygiène, les croyances au sujet de la sécurité de l'eau et les pratiques des ménages liées au traitement de l'eau n'ont pas changé.

Ci-dessous, conséquences sur la santé qui ont été notées :

- Une augmentation du risque de maladies gastro-intestinales chez les enfants de moins de 5 ans.
- Dans la seconde étude, la présence de diarrhées pendant 2 semaines représentait 17% contre 12% dans l'étude de base
- La présence de parasites intestinaux était de 21% contre 15% dans l'étude de base pour les amibes, de 16% contre 10% dans l'étude de base pour les giardiasis (ensemble de la zone observée), et de 16% contre 0% dans l'étude de base pour les ascarides (à Naplouse seulement).
- Diminution de l'accès aux services de santé modernes
- Seuls 72% des enfants ayant la diarrhée ont consulté le personnel médical comparés aux 86% dans l'étude de base
- Des preuves complémentaires ont montré de façon significative que plus d'enfants avaient été soignés par le pharmacien ou le voisin : plus de 17% par rapport aux 4% dans l'étude de base.
- Seuls 13% des enfants de moins de 5 ans ont pris des médicaments pour soigner les vers lors des 6 mois précédents la seconde étude comparés aux 22% dans l'étude de base.
- Poursuite des croyances et des pratiques sanitaires non adaptées liées à la sécurité de la consommation d'eau et aux soins à la maison des enfants ayant la diarrhée.
- Sur les personnes interrogées, 83% (85% dans l'étude de base) pensent que l'eau est saine, bien que seulement 45% des ménages (53% dans l'étude de base) où l'eau a été testée avaient zéro colibacilles fécaux.
- Le traitement de l'eau au niveau des ménages est insuffisant avec 17% de l'eau traitée (27% dans l'étude de base) et semble en général inefficace avec zéro résidu de chlore détecté dans tous les échantillons pris lors des deux estimations.
- Seuls 22% des enfants ayant la diarrhée (19% dans l'étude de base) ont reçu des soins appropriés à la maison.

Situation socio-économique :

Plusieurs indicateurs montrent que la pauvreté reste très importante ou a augmenté en Cisjordanie. Basé sur les resultants de l'étude, le coût mensuel de l'électricité et de l'eau représente à peu près 40% des revenus d'un ménage.

Très peu de membres d'un foyer a un emploi à temps plein; la capacité ou la volonté des ménages à payer les factures d'eau ou d'électricité a chuté; et de plus en plus de ménages ont vendu leurs biens ou ont emprunté de l'argent pour subvenir à leurs besoins de base, selon la comparaison des résultats entre les deux estimations de santé environnementale.

La situation socio-économique a empiré, comme le montre les éléments ci-dessous. Les résultats des principaux indicateurs sont les suivants :

- Il y a moins de membres dans un foyer qui a un emploi à temps plein dans l'étude complémentaire que dans l'étude de base, avec le chiffre de personnes par ménage ayant un emploi qui est tombé de 0 à 6 à 0 à 3.
- Le revenu moyen d'un ménage au cours du mois précédent l'enquête était resté au niveau terrible 104 dollars (1) (500 NIS) par mois (180 dollars par personne et par an); et trois ménages sur quatre continuent à vivre sous le seuil de pauvreté qui est de 332 dollars (1,600 NIS) par mois (564 dollars par personne et par an).
- la capacité ou la volonté des ménages ayant accès à l'eau courante à payer les factures d'eau a chuté de 1% dans l'étude de base à 24% dans la seconde enquête, et les paiements en temps et en heure de l'électricité est tombé de 51% dans l'étude de base à 41% dans la seconde enquête.
- de plus en plus de ménages ont vendu leurs biens (21% contre 17% dans l'étude de base) ou ont emprunté de l'argent (60% contre 56% dans l'étude de base) pour subvenir à leurs besoins de base.

La diminution de l'accès à l'eau et sa qualité peut être due en partie à des effets saisonniers. Les mois secs de l'été pourraient expliquer pourquoi l'eau n'est pas autant suffisante que pendant la saison des pluies, mais l'immense pauvreté peut rendre l'eau également moins accessible.

Une plus forte pénurie de l'eau pendant la saison sèche expliquerait les prix plus élevés et peut en partie expliquer la baisse de sa qualité.

En outre, la destruction de l'infrastructure sanitaire et celle de l'approvisionnement en eau dans l'ensemble de la Cisjordanie pendant les attaques israéliennes pourrait avoir augmenté la demande en eau par camion-citerne. La détérioration des résultats de santé est probablement attribuable à une combinaison des effets saisonniers, y compris la diminution de la qualité de l'eau, et de la détérioration de la situation politique avec l'augmentation de la pauvreté.

Bien que les variations saisonnières sur l'emploi soient probables, la détérioration de plusieurs indicateurs socio-économiques ne serait pas à elle seule le résultat des changements saisonniers et est probablement dû à la situation politique

Bien que des changements dans les principaux indicateurs de l'eau, de la santé et des conditions socio-économiques ont été observés à Naplouse et à l'Ouest d'Hebron, il reste quelques différences significatives entre ces deux gouvernorats.

La comparaison des données trouvées à Naplouse et à l'Ouest d'Hebron à ce moment-là est récapitulée ci-dessous :

- Les ménages ayant l'accès à l'eau courante se trouvent presque exclusivement à l'Ouest d'Hebron, mais leur nombre a diminué avec le temps.
- L'eau potable de qualité acceptable est uniformément meilleure à l'Ouest d'Hebron qu'à Naplouse ; cependant, elle a diminué à l'Ouest d'Hebron et s'est améliorée à Naplouse.
- Les niveaux des amibes sont les mêmes dans les deux gouvernorats et ont augmenté.
- Les niveaux de lamblases sont uniformément presque deux fois plus élevés à l'Ouest d'Hebron qu'à Naplouse et ont augmenté dans les deux gouvernorats
- Les niveaux de diarrhées sont les mêmes dans les deux gouvernorats et ont augmenté;
- L'Ascaris est apparu à Naplouse et reste absent à l'Ouest d'Hebron.

Les résultats dans les estimations de santé environnementale pendant les phases I et II sont semblables aux résultats de l'étude de Surveillance Sentinelle (2002-2003).

Par exemple, les résultats des enquêtes auprès des ménages en Cisjordanie et Gaza entre mai et juillet 2002 (rapport bihebdomadaire 1) ont prouvé que 27% des ménages déclaraient qu'au moins un membre de la famille avait constaté des selles aqueuses lors des deux semaines avant l'entrevue et 55% des problèmes de diarrhée ont été rencontrés chez les les enfants de moins de cinq ans.

Les ménages en Cisjordanie ont rapporté des taux sensiblement inférieurs qu'à Gaza, moins de 10% contre plus de 30% (rapport bihebdomadaire n° 3)

Selon les données rassemblées entre mai et octobre 2002 (rapport bihebdomadaire n° 5), dans 36% des ménages au moins un membre de la famille n'a pas pu avoir accès aux soins d'urgence dont il avait besoin, une conclusion constante, ainsi qu'une diminution de l'accès aux services de santé modernes a été observée dans les estimations de santé environnementale.

Un autre résultat présenté dans le rapport bihebdomadaire n° 5 était semblable aux estimations : les ménages en Cisjordanie qui ont vendu leurs biens (48%) ou emprunté de l'argent (15%) étaient comparables aux données indiquées ici.

Le même rapport bihebdomadaire a également montré des interruptions significatives d'approvisionnement en eau de 34% lors des deux semaines précédant l'enquête.

Tandis que les enquêtes de Surveillance Sentinelle ne posaient pas la même question que les estimations de santé environnementale, ce résultat est conforme au résultat de l'estimation : seule une minorité de ménages a suffisamment accès à l'eau.

La diarrhée chez les enfants de moins de cinq ans en Palestine était 6.7% au printemps 2001, selon le Bureau Central des Statistiques palestinien (2001), et de 13.5% en été 1996 ; les dernières données ont été recueillies pendant une saison comparable à la deuxième estimation de santé environnementale.

Bien que la prédominance de la diarrhée ait été plus forte en octobre 2002 (17%) et qu'elle pourrait être due à la dégradation des conditions socio-économiques, les taux n'ont pas changé de façon considérable et pourraient être expliqués par des différences dans la population et dans la méthodologie de l'étude.

Les résultats de la forte présence de diarrhée et des parasites intestinaux sont conformes au niveau élevé de malnutrition aiguë et chronique, respectivement de 4.3% et de 7.9%, en Cisjordanie, selon une autre étude financée par l'USAID, Evaluation Alimentaire en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza (Abdeen et autres, Septembre 2002)

Les infections par des parasites intestinaux sont également liées à l'anémie, qui était présente sous une forme modérée et grave chez 21% des enfants âgés de 6 à 59 mois.

En outre, cette étude a documenté des insuffisances de plusieurs micronutritifs (Vitamine A, fer, folate, et zinc), qui jouent un rôle important dans la résistance d'un enfant aux maladies infectieuses telles que la diarrhée.

Le zinc en particulier a prouvé qu'il était efficace dans la diminution de la durée et de la gravité de la diarrhée. La proportion d'enfants de moins de cinq ans qui ont reçu moins de 80% des doses maximales de zinc quotidiennes recommandées a atteint presque 90%.

### Recommandations

Ce rapport présente des changements dans les principaux indicateurs sur l'eau, la santé, et la situation socio-économique qui seront utiles pour la planification et la conception des options de programmes sur l'Eau et le Programme d'hygiène.

Pour alimenter ces données dans le cycle de la gestion du programme, il sera important de diffuser largement les résultats à toutes les personnes concernées, que ce soit les chefs de projet et les décideurs des agences humanitaires et de développement ainsi qu'aux personnes dans les communautés du projet.

\* Les résultats de l'étude indiquent le besoin d'interventions immédiates dans plusieurs secteurs afin d'éviter une détérioration supplémentaire des conditions de santé environnementale, des services de santé, et enfin de la santé des populations concernées.

- Des options de programmes appropriés pour améliorer la qualité de l'eau
- La fourniture d'eau courante fiable et traitée – probablement la seule intervention la plus importante pour améliorer la santé et la qualité de vie en Cisjordanie dans un contexte d'approvisionnement en eau et d'un programme sanitaire.
- Purification des camions-citernes
- Développement des systèmes d'hygiène appropriés (basé sur la conclusion de la Phase I de l'estimation de santé environnementale indiquant que 10% des ménages ont signalé des problèmes avec leur système septique)
- Des Systèmes et procédures appropriés dans la surveillance de qualité de l'eau
- Perfectionnement du rôle de l'Administration des Eaux Palestinienne (PWA) dans la surveillance des sources d'eau
- Amélioration au niveau du district de la capacité de surveillance de la qualité de l'eau par une coopération multisectorielle
- Programmes appropriés d'éducation d'hygiène et de santé pour maximiser l'impact des améliorations du système
- Promotion d'un traitement de l'eau simple et efficace dans les ménages comme mesure d'urgence jusqu'à ce que l'eau courante sûre devienne largement disponible
- Promotion de soins appropriés à la maison pour les enfants ayant la diarrhée
- Formation des fournisseurs de service de santé dans la bonne gestion de la diarrhée
- Perfectionnement de la responsabilité et de l'action à l'échelle communautaire pour un environnement plus sain

\* Certains résultats exigent davantage de recherche parce qu'ils sont, soit peu concluants ou soit la portée des estimations de santé environnementale n'est pas adaptée à l'étude des causes fondamentales de certains résultats.

Pour faire des recommandations spécifiques et agir sur des programmes appropriés, une information complémentaire est nécessaire qui pourrait être obtenue par les moyens suivants :

- Étudier les causes de la basse qualité de l'eau en général en traçant les camions-citernes et l'eau courante à ses sources et en identifiant l'origine potentielle des coliformes fécaux et des contaminants tels que le nitrate pour déterminer si une augmentation pourrait être saisonnière et évitable
- Étudier les causes de la détérioration de la qualité de l'eau courante dans le sud
- Étudier l'utilisation des canalisations en plomb dans les maisons, la concentration en plomb dans l'eau et les effets potentiels de l'eau pH et de l'alcalinité
- Déterminer la capacité et la volonté des ménages à payer des factures d'eau et d'électricité en comparant les circuits d'alimentation communaux aux fournisseurs privés
- Entreprendre une étude pour déterminer la source d'infection aux amibes et aux gardiasés et la fréquence de la dysenterie.

- Étudier les raisons d'une plus forte présence de giardias dans le sud où la qualité de l'eau était uniformément meilleure que dans le nord
- Identifier les raisons de l'occurrence d'ascarides à Naplouse mais pas à l'Ouest d'Hebron
- Étudier la corrélation entre la qualité de l'eau des ménages, en particulier la présence des coliformes fécaux, et l'incidence des parasites intestinaux, de la diarrhée, et de la dysenterie
- Étudier la diminution de l'accès aux soins de santé officiels et non officiels pour des infections gastro-intestinales aiguës et à l'impact potentiel sur la morbidité et la mortalité des enfants

Par Save The Children Alliance

Notes

(1) Les conversions des New Israeli Shekels (NIS) correspondent au cours à la date du 10/15/2002 : 1 US\$ = 4.82 NIS

Cisjordanie - 03-04-2007

Source : <http://www.reliefweb.int/>

Traduction : MG pour ISM